

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTIÈME LÉGISLATURE

## **Commission de la culture et de l'éducation**

### **Rapport**

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi  
n° 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte  
des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions  
législatives

Procès-verbaux des séances des 12, 14, 19, 20, 22, 26, 27, 28  
mars, 9, 10, 11, 12, 16, 17 et 18 avril 2013

Dépôt à l'Assemblée nationale :  
n° 591-20130423

---

QUÉBEC

## TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE SÉANCE, LE MARDI 12 MARS 2013 .....	1
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	2
REMARQUES PRÉLIMINAIRES.....	3
AUDITIONS .....	3
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec .....	3
Association des municipalités de banlieue .....	3
Conseil supérieur de la langue française .....	4
Association des marchands dépanneurs épiciers du Québec.....	4
Section Nicolas-Viel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.....	4
Conseil du patronat du Québec.....	5
Association des Townshippers .....	5
DEUXIÈME SÉANCE, LE JEUDI 14 MARS 2013 .....	6
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	7
AUDITIONS (suite).....	7
M. Martin Laperrière.....	7
M. Steven Gold.....	7
M. Robert Auclair.....	8
Mouvement national des Québécoises et Québécois.....	8
Communauté sourde du Québec.....	8
Option nationale .....	9
TROISIÈME SÉANCE, LE MARDI 19 MARS 2013 .....	10
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	11
AUDITIONS (suite).....	11
M. Éric Barnabé.....	11
MM. Jacques Boulianne et Michel Leduc .....	11
MM. Giuliano D'Andrea et Richard Smith .....	12
Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc .....	12
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec.....	12
Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées .....	12
Commission scolaire Lester-B.-Pearson.....	13
QUATRIÈME SÉANCE, LE MERCREDI 20 MARS 2013.....	14
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	15

AUDITIONS (suite).....	15
Association régionale des West Quebecers .....	15
Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre.....	16
M. Steven Thériège.....	16
M. Charles Campbell.....	16
M <sup>me</sup> Chantal Fortin .....	16
Commission scolaire Central Québec.....	17
 CINQUIÈME SÉANCE, LE VENDREDI 22 MARS 2013 .....	18
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	19
AUDITIONS (suite).....	19
Association pour le soutien et l'usage de la langue française .....	19
Mouvement Lanaudière français et Section Pierre-le-Gardeur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal .....	19
Regroupement des organismes en francisation du Québec .....	20
 SIXIÈME SÉANCE, LE MARDI 26 MARS 2013 .....	21
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	22
AUDITIONS (suite).....	22
M. Michel Paillé .....	22
M. Irwin Rapoport.....	23
Conseil canadien du commerce de détail .....	23
Comité des enseignants de français langue seconde des collèges du Québec ....	23
Mouvement Montérégie français.....	24
Opposition de la Ville de Longueuil .....	24
Centrale des syndicats du Québec .....	24
 SEPTIÈME SÉANCE, LE MERCREDI 27 MARS 2013 .....	25
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	26
AUDITIONS (suite).....	26
M. Yves G. Dumas .....	26
M. Colin Standish.....	26
M. Michel Pagé .....	27
Fédération autonome de l'enseignement .....	27
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.....	27
Comité central de parents de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson .....	28

HUITIÈME SÉANCE, LE JEUDI 28 MARS 2013.....	29
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	30
AUDITIONS (suite).....	30
La Voix des Anglophones de Québec .....	30
Association des comités de parents anglophones.....	30
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.....	31
Association des commissions scolaires anglophones du Québec.....	31
M. Gérald Larose.....	31
NEUVIÈME SÉANCE, LE MARDI 9 AVRIL 2013 .....	32
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	33
AUDITIONS (suite).....	33
Confédération des syndicats nationaux .....	33
Impératif français.....	33
Mouvement Québec français .....	34
Chambre de commerce gaie du Québec .....	34
Office québécois de la langue anglaise.....	34
DIXIÈME SÉANCE, LE MERCREDI 10 AVRIL 2013.....	35
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	36
AUDITIONS (suite).....	36
Manufacturiers et exportateurs du Québec .....	36
Droits canadiens au Québec (CRITIQ) .....	36
M. Dominique Beaulieu .....	37
M. Michel Senécal.....	37
M <sup>e</sup> Julius H. Grey .....	37
ONZIÈME SÉANCE, LE JEUDI 11 AVRIL 2013 .....	38
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	39
AUDITIONS (suite).....	39
M. Jean-Claude Corbeil.....	39
Quebec Community Groups Network .....	39
Dentons (Fraser Milner Casgrain) .....	39
Conseil interprofessionnel du Québec .....	40
DOUZIÈME SÉANCE, LE VENDREDI 12 AVRIL 2013 .....	41
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	42

AUDITIONS (suite).....	42
Fédération des chambres de commerce du Québec.....	42
Souveraineté La Solution Inc. ....	42
Barreau du Québec .....	42
TREIZIÈME SÉANCE, LE MARDI 16 AVRIL 2013.....	44
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	45
AUDITIONS (suite).....	46
Conseil québécois du commerce de détail.....	46
Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec...	46
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.....	46
Centrale des syndicats démocratiques .....	47
Commission scolaire Riverside .....	47
Chambre des notaires du Québec .....	47
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes .....	48
QUATORZIÈME SÉANCE, LE MERCREDI 17 AVRIL 2013 .....	49
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	50
AUDITIONS (suite).....	50
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse .....	50
English-Language Arts Network .....	50
Fédération des cégeps.....	51
QUINZIÈME SÉANCE, LE JEUDI 18 AVRIL 2013 .....	52
ORGANISATION DES TRAVAUX.....	53
AUDITIONS (suite).....	53
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil.....	53
Fédération des commissions scolaires du Québec.....	53
REMARQUES FINALES .....	54

## ANNEXES

- I. Ordres du jour
- II. Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus
- III. Liste des personnes qui ont été entendues et qui ont fait une demande d'intervention  
sans mémoire
- IV. Liste des mémoires des personnes et des organismes qui n'ont pas été entendus

V. Liste des documents déposés

VI. Résultats de la consultation en ligne

Première séance, le mardi 12 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> David (Gouin)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Autres députés présents :

M. Bergman (D'Arcy-McGee)

M. Reid (Orford)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec :

M<sup>me</sup> Lucie Martineau, présidente générale

M. Jacques Beaumier, conseiller en recherche et en planification socio-économique

Association des municipalités de banlieue :

M. Philippe Roy, maire de la Ville de Mont-Royal

M. Anthony Housefather, maire de la Ville de Côte St-Luc

Conseil supérieur de la langue française :

M. Robert Vézina, président

Association des marchands dépanneurs épiciers du Québec :

M. Raymond Guillet, directeur régional

M. Odina Desrochers, consultant en affaires gouvernementales

M. Jack Huang, agent de francisation

Section Nicolas-Viel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal :

M. Jean Archambault, vice-président

M<sup>me</sup> Marithée Rioux, conseillère

M. Daniel Vinet, membre

Conseil du patronat du Québec :

M. Yves-Thomas Dorval, président

M. Guy-François Lamy, directeur des Affaires juridiques

Association des Townshippers :

M. Gerald Cutting, président

M<sup>me</sup> Heather Bowman, présidente antérieure

M. James Kanner, trésorier

M<sup>me</sup> Rachel Hunting, directrice générale

---

La Commission se réunit à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine de l'hôtel du Parlement.

À 10 h 05, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).



## REMARQUES PRÉLIMINAIRES

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), M. Tanguay (LaFontaine) et M<sup>me</sup> Roy (Montarville) font des remarques préliminaires.

À 10 h 23, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

## AUDITIONS

### Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec

À 10 h 24, la Commission entend l'exposé du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 11 h 24, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

### Association des municipalités de banlieue

À 11 h 25, la Commission entend l'exposé de l'Association des municipalités de banlieue.

Il est convenu de poursuivre les travaux au-delà de l'heure prévue.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Il est convenu de permettre à M. Bergman (D'Arcy-McGee) de participer à la séance.

L'échange se poursuit.

À 12 h 22, la Commission suspend ses travaux jusqu'après les affaires courantes.

---

À 15 h 35, la Commission reprend ses travaux.

Conseil supérieur de la langue française

À 15 h 36, la Commission entend l'exposé du Conseil supérieur de la langue française.

S'ensuit un échange entre la Commission et le représentant de l'organisme.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) remplace M<sup>me</sup> la présidente.

L'échange se poursuit.

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) reprend ses fonctions à la présidence.

L'échange se poursuit.

À 16 h 40, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Association des marchands dépanneurs épiciers du Québec

À 16 h 40, la Commission entend l'exposé de l'Association des marchands dépanneurs épiciers du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Avec la permission de M<sup>me</sup> la présidente, M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie) dépose le document coté CCE-017 (annexe V).

À 17 h 37, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Section Nicolas-Viel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

À 17 h 37, la Commission entend l'exposé de la Section Nicolas-Viel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 18 h 24, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30.

À 19 h 30, la Commission reprend ses travaux.

Conseil du patronat du Québec

À 19 h 31, la Commission entend l'exposé du Conseil du patronat du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 20 h 33, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Association des Townshippers

À 20 h 34, la Commission entend l'exposé de l'Association des Townshippers.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Il est convenu de permettre à M. Reid (Orford) de participer à la séance.

L'échange se poursuit.

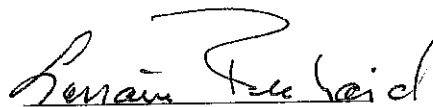
À 21 h 33, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au jeudi 14 mars 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louissette Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 12 mars 2013

Deuxième séance, le jeudi 14 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> David (Gouin)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

M. Villeneuve (Berthier) en remplacement de M. Roy (Bonaventure)

Autre député présent :

M. Roy (Bonaventure)

Témoins (par ordre d'intervention) :

M. Martin Laperrière

M. Steven Gold

M. Robert Auclair

Mouvement national des Québécoises et Québécois :

M. Gilles Laporte, président

M. Gilles Grondin, directeur général

Communauté sourde du Québec :

- M. Daniel Forgues, président de la Fondation des Sourds du Québec
- M. Dominique Lemay, président de la Société culturelle des Sourds
- M. Michel Lelièvre, linguiste et professeur à l'école Lucien Pagé
- M. André Hallé, adjoint au président

Option nationale :

- M. Pierre Curzi
- M<sup>me</sup> Catherine Dorion, membre du Conseil national
- M. Patrick Sabourin

---

La Commission se réunit à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 44, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

M. Martin Laperrière

À 11 h 45, la Commission entend l'exposé de M. Laperrière.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 11 h 59, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Steven Gold

À 11 h 59, la Commission entend l'exposé de M. Gold.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 12 h 25, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Robert Auclair

À 12 h 25, la Commission entend l'exposé de M. Auclair.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 12 h 48, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

---

À 15 h 12, la Commission reprend ses travaux.

Mouvement national des Québécoises et Québécois

À 15 h 13, la Commission entend l'exposé du Mouvement national des Québécoises et Québécois.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 14, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 6 minutes.

Communauté sourde du Québec

À 16 h 14, la Commission entend l'exposé de la Communauté sourde du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Il est convenu de permettre à M. Roy (Bonaventure) de participer à la séance.

L'échange se poursuit.

À 16 h 58, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Option nationale

À 16 h 59, la Commission entend l'exposé d'Option nationale.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) remplace M<sup>me</sup> la présidente.

L'échange se poursuit.

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) reprend ses fonctions à la présidence.

L'échange se poursuit.

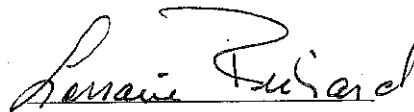
À 17 h 59, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mardi 19 mars 2013, à 10 heures.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 14 mars 2013

Troisième séance, le mardi 19 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> David (Gouin)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M<sup>me</sup> Rotiroti (Jeanne-Mance–Viger) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

M. Éric Barnabé

MM. Jacques Boulianne et Michel Leduc

MM. Giuliano D'Andrea et Richard Smith

Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc. :

M<sup>me</sup> Liette Chamberland, présidente

M<sup>me</sup> Rickhey Margolese, vice-présidente exécutive

M<sup>me</sup> Patricia Willis, directrice

M<sup>me</sup> Joyce Shanks, membre du comité des droits



Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec :

M<sup>me</sup> Caroline Paquin, directrice  
M<sup>me</sup> France Rivard, coordonnatrice des activités  
M<sup>me</sup> Maritza Côté, intervenante  
M<sup>me</sup> Blais (Saint-Henri-Sainte-Anne)

Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées :

M<sup>me</sup> Teresa Peñafiel, directrice de la promotion

Commission scolaire Lester-B.-Pearson :

M<sup>me</sup> Suanne Stein Day, présidente  
M. Linton Garner, commissaire  
M. Steven Colpitts, directeur des écoles

---

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 9 h 59, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### **AUDITIONS (suite)**

M. Éric Barnabé

À 10 h 01, la Commission entend l'exposé de M. Barnabé.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 10 h 18, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

MM. Jacques Boulianne et Michel Leduc

À 10 h 18, la Commission entend l'exposé de MM. Boulianne et Leduc.

S'ensuit un échange entre la Commission et les témoins.

À 11 h 03, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

MM. Giuliano D'Andrea et Richard Smith

À 11 h 04, la Commission entend l'exposé de MM. D'Andrea et Smith.

S'ensuit un échange entre la Commission et les témoins.

À 11 h 44, la Commission suspend ses travaux jusqu'après les affaires courantes.

---

À 15 h 26, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse).

Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc

À 15 h 26, la Commission entend l'exposé de la Fédération québécoise des associations foyers-écoles Inc.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentantes de l'organisme.

À 16 h 22, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec

À 16 h 23, la Commission entend l'exposé du Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentantes de l'organisme.

À 16 h 55, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées

À 16 h 55, la Commission entend l'exposé de l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées.

S'ensuit un échange entre la Commission et la représentante de l'organisme.

M<sup>me</sup> Rotiroti (Jeanne-Mance-Viger) remplace M<sup>me</sup> la présidente.

L'échange se poursuit.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) reprend ses fonctions à la présidence.

L'échange se poursuit.

À 17 h 29, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30.

---

À 19 h 31, la Commission reprend ses travaux.

Commission scolaire Lester-B.-Pearson

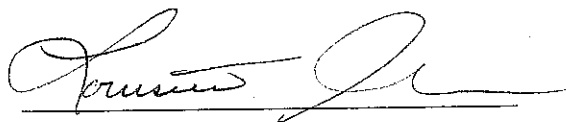
À 19 h 32, la Commission entend l'exposé de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

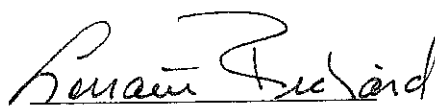
À 20 h 31, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mercredi 20 mars 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 19 mars 2013

Quatrième séance, le mercredi 20 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> David (Gouin)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M<sup>me</sup> Rotiroti (Jeanne-Mance–Viger) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Autre députée présente :

M<sup>me</sup> L'Écuyer (Pontiac)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Association régionale des West Quebecers :

M. Noel Gates, président

Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre :

M. Marc Laviolette, président

M. Pierre Dubuc, secrétaire

M. Charles Castonguay, membre du conseil d'administration

M. Steven Théberge

M. Charles Campbell

M<sup>me</sup> Chantal Fortin

Commission scolaire Central Québec :

M. Stephen Burke, président

M. Jean Robert, vice-président

M<sup>me</sup> Marielle Stewart, directrice générale

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 33, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### **AUDITIONS (suite)**

#### Association régionale des West Quebecers

À 11 h 35, la Commission entend l'exposé de l'Association régionale des West Quebecers.

S'ensuit un échange entre la Commission et le représentant de l'organisme.

Il est convenu de permettre à M<sup>me</sup> L'Écuyer (Pontiac) de participer à la séance.

L'échange se poursuit.

À 12 h 21, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre

À 12 h 21, la Commission entend l'exposé des Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 13 heures, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

---

À 15 h 10, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse).

M. Steven Théberge

À 15 h 11, la Commission entend l'exposé de M. Théberge.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 15 h 49, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Charles Campbell

À 15 h 49, la Commission entend l'exposé de M. Campbell.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 16 h 17, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M<sup>me</sup> Chantal Fortin

À 16 h 17, la Commission entend l'exposé de M<sup>me</sup> Fortin.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 16 h 45, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Commission scolaire Central Québec

À 16 h 45, la Commission entend l'exposé de la Commission scolaire Central Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Avec la permission de M<sup>me</sup> la présidente, M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie) dépose le document coté CCE-018 (annexe V).

L'échange se poursuit.

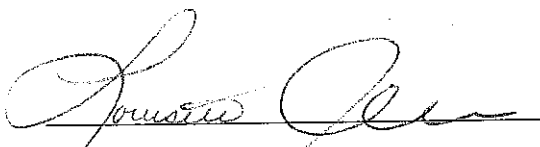
À 17 h 25, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 20 minutes.

L'échange se poursuit.

À 18 h 01, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au vendredi 22 mars 2013, à 9 h 30.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 20 mars 2013

Cinquième séance, le vendredi 22 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

Association pour le soutien et l'usage de la langue française :

M. Gaston Bernier, président

M<sup>me</sup> Pierrette Vachon-L'Heureux, retraitée de l'Office québécois de la langue française

M. Jean-Guy Lavigne, retraité de l'Office québécois de la langue française

M. Alain Bélanger, coopération internationale

Mouvement Lanaudière français et Section Pierre-le-Gardeur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (SSJB) :

M. Jean-Pierre Durand, Section Pierre-le-Gardeur de la SSJB

M. Claude Richard, Section Pierre-le-Gardeur de la SSJB

M. Claude J. Allard, Section Pierre-le-Gardeur de la SSJB

M. François Barthe, Mouvement Lanaudière français



Regroupement des organismes en francisation du Québec :

M<sup>me</sup> Anait Aleksanian, vice-présidence

M. Pablo Altamirano, secrétaire

M. Roger Leclerc, administrateur

M<sup>me</sup> Georgina Kokoun, coordonnatrice

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 9 h 33, M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

#### Association pour le soutien et l'usage de la langue française

À 9 h 35, la Commission entend l'exposé de l'Association pour le soutien et l'usage de la langue française.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 10 h 38, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

#### Mouvement Lanaudière français et Section Pierre-le-Gardeur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal

À 10 h 39, la Commission entend l'exposé du Mouvement Lanaudière français et Section Pierre-le-Gardeur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 11 h 27, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Regroupement des organismes en francisation du Québec

À 11 h 27, la Commission entend l'exposé du Regroupement des organismes en francisation du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 12 h 28, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mardi 26 mars 2013, à 10 heures.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 22 mars 2013

Sixième séance, le mardi 26 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M<sup>me</sup> Rotiroti (Jeanne-Mance–Viger) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

M. Michel Paillé

M. Irwin Rapoport

Conseil canadien du commerce de détail :

M<sup>me</sup> Nathalie St-Pierre, vice-présidente

M. Jean-Guy Côté, directeur, affaires publiques et relations gouvernementales

Comité des enseignants de français langue seconde des collèges du Québec :

M. Philippe Gagné, responsable

M<sup>me</sup> Colette Noël, coordonnatrice du département de français langue seconde,  
Collège Champlain Saint-Lambert

M. Alexandre Limoges, coordonnateur du département de français langue seconde,  
Cégep John-Abbott

Mouvement Montérégie français :

M<sup>me</sup> Luce Cloutier, présidente

M. Pierre Pichette, secrétaire

Opposition de la Ville de Longueuil :

M. Gilles Grégoire, chef

M. Robert Myles, conseiller municipal

Centrale des syndicats du Québec :

M<sup>me</sup> Louise Chabot, présidente

M<sup>me</sup> Nicole de Sève, conseillère

M. Gabriel Danis, conseiller

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 10 heures, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### **AUDITIONS (suite)**

M. Michel Paillé

À 10 h 01, la Commission entend l'exposé de M. Paillé.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) dépose les documents cotés CCE-019 et CCE-020 (annexe V).

L'échange se poursuit.

À 10 h 44, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Irwin Rapoport

À 10 h 45, la Commission entend l'exposé de M. Rapoport.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 11 h 01, la Commission suspend ses travaux jusqu'après les affaires courantes.

---

À 15 h 22, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse).

Conseil canadien du commerce de détail

À 15 h 22, la Commission entend l'exposé du Conseil canadien du commerce de détail.

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) reprend ses fonctions à la présidence.

L'exposé se poursuit.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Avec la permission de M<sup>me</sup> la présidente, M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie) dépose le document coté CCE-021 (annexe V).

L'échange se poursuit.

À 16 h 17, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Comité des enseignants de français langue seconde des collèges du Québec

À 16 h 17, la Commission entend l'exposé du Comité des enseignants de français langue seconde des collèges du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 17 h 04, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Mouvement Montérégie français

À 17 h 04, la Commission entend l'exposé du Mouvement Montérégie français.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 17 h 42, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30.

---

À 19 h 32, la Commission reprend ses travaux.

Opposition de la Ville de Longueuil

À 19 h 32, la Commission entend l'exposé de l'Opposition de la Ville de Longueuil.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 20 h 11, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 7 minutes.

Centrale des syndicats du Québec

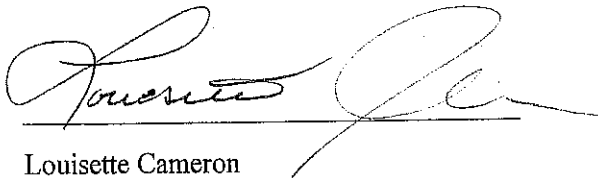
À 20 h 11, la Commission entend l'exposé de la Centrale des syndicats du Québec.

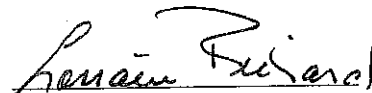
S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 21 h 09, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mercredi 27 mars 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,

  
Louisette Cameron

  
Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 26 mars 2013

Septième séance, le mercredi 27 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Reid (Orford) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

M. Yves G. Dumas

M. Colin Standish, accompagné de M<sup>e</sup> Brent Tyler

M. Michel Pagé

Fédération autonome de l'enseignement :

M. Pierre St-Germain, président

M. Sylvain Mallette, vice-président à la Vie professionnelle

M. Wilfried Cordeau, conseiller à la Vie politique

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante :

M<sup>me</sup> Martine Hébert, vice-présidente

M. François Vincent, analyste principal des politiques

Comité central de parents de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson :

M. Domenic Pavone

M. Mike Nalecz

M. Simo Kruyt

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 20, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### **AUDITIONS (suite)**

M. Yves G. Dumas

À 11 h 21, la Commission entend l'exposé de M. Dumas.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 11 h 41, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Colin Standish

À 11 h 41, la Commission entend l'exposé de M. Standish.

S'ensuit un échange entre la Commission et les témoins.

À 12 h 19, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.



M. Michel Pagé

À 12 h 20, la Commission entend l'exposé de M. Pagé.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 12 h 57, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

---

À 15 h 04, la Commission reprend ses travaux.

Fédération autonome de l'enseignement

À 15 h 05, la Commission entend l'exposé de la Fédération autonome de l'enseignement.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Avec la permission de M<sup>me</sup> la présidente, M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie) dépose le document coté CCE-022 (annexe V).

À 16 h 05, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

À 16 h 05, la Commission entend l'exposé de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) remplace M<sup>me</sup> la présidente.

L'exposé se poursuit.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) reprend ses fonctions à la présidence.

L'échange se poursuit.

Avec la permission de M<sup>me</sup> la présidente, M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie) dépose les documents cotés CCE-023 et CCE-024 (annexe V).

L'échange se poursuit.

À 17 h 08, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Comité central de parents de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson

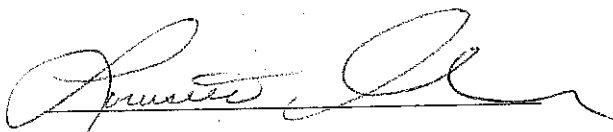
À 17 h 08, la Commission entend l'exposé du Comité central de parents de la Commission scolaire Lester-B.-Pearson.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 17 h 46, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au jeudi 28 mars 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 27 mars 2013

Huitième séance, le jeudi 28 mars 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

La Voix des Anglophones de Québec :

M<sup>me</sup> Helen Walling, présidente

M. Warren Thompson, vice-président

M. Jean-Sébastien Jolin Gignac, directeur général

Association des comités de parents anglophones :

M. Pierre Chouinard, président

M. Eric Dunn, trésorier

Ordre des conseillers en ressources humaines agréés :

M. Florent Francoeur, président-directeur général

M<sup>me</sup> Justine Delisle, coordonnatrice recherche

Association des commissions scolaires anglophones du Québec :

M. David D'Aoust, président

M. Frank Verrillo, vice-président

M. David Birnbaum, directeur général

M. Gérald Larose

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 42, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### **AUDITIONS (suite)**

#### La Voix des Anglophones de Québec

À 11 h 44, la Commission entend l'exposé de La Voix des Anglophones de Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 12 h 19, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

#### Association des comités de parents anglophones

À 12 h 19, la Commission entend l'exposé de l'Association des comités de parents anglophones.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 13 heures, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

À 15 h 01, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse).

Ordre des conseillers en ressources humaines agréés

À 15 h 02, la Commission entend l'exposé de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 02, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Association des commissions scolaires anglophones du Québec

À 16 h 03, la Commission entend l'exposé de l'Association des commissions scolaires anglophones du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 17 h 03, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Gérald Larose

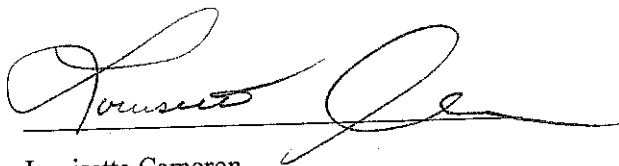
À 17 h 03, la Commission entend l'exposé de M. Larose.

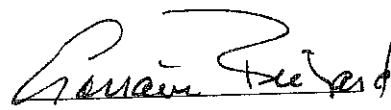
S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 17 h 30, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mardi 9 avril 2013, à 10 heures.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,

  
Louisette Cameron

  
Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 28 mars 2013

Neuvième séance, le mardi 9 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

Confédération des syndicats nationaux :

M. Jacques Létourneau, président

M. Michel Forget, adjoint au comité exécutif

M<sup>me</sup> Isabelle Lacas, conseillère syndicale

M<sup>me</sup> Julie Marquis, conseillère syndicale

Impératif français :

M. Jean-Paul Perreault, président

M<sup>me</sup> Monique Bisson, chercheuse

Mouvement Québec français :

M. Mario Beaulieu, président

M. Sébastien Duchesneau, vice-président

M<sup>e</sup> Éric Poirier, conseiller juridique

M<sup>me</sup> Cécile Larouche, membre du conseil d'administration

Chambre de commerce gaie du Québec :

M. Marc-Antoine Saumier, président

M. Daniel St-Louis, directeur général par intérim et gestionnaire de la francisation d'entreprises

Office québécois de la langue anglaise :

M. Hugo Shebbeare, porte-parole

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 10 h 02, M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

#### Confédération des syndicats nationaux

À 10 h 03, la Commission entend l'exposé de la Confédération des syndicats nationaux.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 10 h 58, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

#### Impératif français

À 10 h 58, la Commission entend l'exposé d'Impératif français.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 11 h 38, la Commission suspend ses travaux jusqu'après les affaires courantes.

À 15 h 28, la Commission reprend ses travaux.

Mouvement Québec français

À 15 h 29, la Commission entend l'exposé du Mouvement Québec français.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 23, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Chambre de commerce gaie du Québec

À 16 h 23, la Commission entend l'exposé de la Chambre de commerce gaie du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 57, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Office québécois de la langue anglaise


À 16 h 57, la Commission entend l'exposé de l'Office québécois de la langue anglaise.

S'ensuit un échange entre la Commission et le représentant de l'organisme.

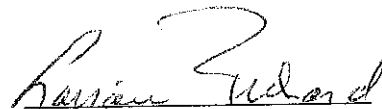
À 17 h 29, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mercredi 10 avril 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 9 avril 2013



Dixième séance, le mercredi 10 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie--Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M<sup>me</sup> David (Gouin)

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Autre député présent :

M. Bergman (D'Arcy-McGee)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Manufacturiers et exportateurs du Québec :

M. Simon Prévost, président

M<sup>me</sup> Audrey Azoulay, directrice, Affaires publiques et relations gouvernementales

Droits canadiens au Québec (CRITIQ) :

M<sup>e</sup> Richard Yufe

M. Robert Libman, membre du Comité exécutif

M. Beryl Wajzman, président, Institut des affaires publiques de Montréal

M. Dominique Beaulieu

M. Michel Senécal, accompagné de M<sup>me</sup> Marie-Claire Nivolon, M. Paul-André Thibert et M. Michel Pinard

M<sup>e</sup> Julius H. Grey

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 26, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### **ORGANISATION DES TRAVAUX**

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### **AUDITIONS (suite)**

#### Manufacturiers et exportateurs du Québec

À 11 h 27, la Commission entend l'exposé des Manufacturiers et exportateurs du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 12 h 26, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

---

À 15 h 02, la Commission reprend ses travaux.

#### Droits canadiens au Québec (CRITIQ)

À 15 h 02, la Commission entend l'exposé de Droits canadiens au Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 15 h 52, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Dominique Beaulieu

À 15 h 52, la Commission entend l'exposé de M. Beaulieu.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 16 h 19, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

M. Michel Senécal

À 16 h 19, la Commission entend l'exposé de M. Senécal.

S'ensuit un échange entre la Commission et les témoins.

À 17 h 20, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 21 minutes.

M<sup>e</sup> Julius H. Grey

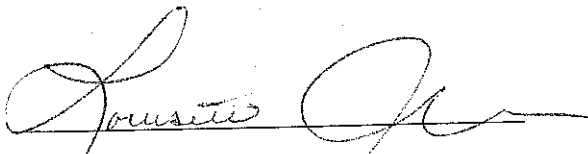
À 17 h 20, la Commission entend l'exposé de M<sup>e</sup> Grey.


S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 18 heures, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au jeudi 11 avril 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,

  
Louisette Cameron

  
Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 10 avril 2013

Onzième séance, le jeudi 11 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

M. Jean-Claude Corbeil

Quebec Community Groups Network :

M. Dan Lamoureux, président

M<sup>me</sup> Sylvia Martin-Laforge, directrice générale

M. Michael Bergman, membre du Justice Reference Group

Dentons (Fraser Milner Casgrain) :

M<sup>e</sup> Michel Brunet, président

M<sup>e</sup> Pierre Lortie, conseiller principal, Affaires

Conseil interprofessionnel du Québec :

M. François Renaud, président

M. Jean-François Thuot, directeur général

M<sup>e</sup> Marie-Claude Simard, directrice des affaires juridiques

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 45, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

M. Jean-Claude Corbeil

À 11 h 46, la Commission entend l'exposé de M. Corbeil.

S'ensuit un échange entre la Commission et le témoin.

À 12 h 21, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Quebec Community Groups Network

À 12 h 21, la Commission entend l'exposé de Quebec Community Groups Network.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 13 h 01, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 15 heures.

---

À 15 h 01, la Commission reprend ses travaux.

Dentons (Fraser Milner Casgrain)

À 15 h 01, la Commission entend l'exposé de Dentons.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 15 h 50, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Conseil interprofessionnel du Québec

À 15 h 50, la Commission entend l'exposé du Conseil interprofessionnel du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 33, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 21 minutes.

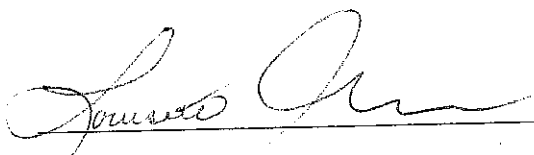
L'échange se poursuit.

À 17 h 12, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 22 minutes.

À 17 h 13, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au vendredi 12 avril 2013, à 9 h 30.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 11 avril 2013

Douzième séance, le vendredi 12 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie–Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

Fédération des chambres de commerce du Québec :

M. François-William Simard, directeur, stratégie et affaires économiques

Souveraineté La Solution Inc. :

M. André Desnoyers, président

Barreau du Québec :

M<sup>e</sup> Louis Masson, bâtonnier sortant

M<sup>e</sup> Pierre Bosset, membre du Comité en droit de la personne

M<sup>e</sup> Flora Pearl Eliadis, membre du Comité en droit de la personne

M<sup>e</sup> Chantal Perreault, avocate en droit professionnel au Service de recherche et législation

La Commission se réunit à la salle Louis-Joseph-Papineau de l'hôtel du Parlement.

À 9 h 36, M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

#### Fédération des chambres de commerce du Québec

À 9 h 38, la Commission entend l'exposé de la Fédération des chambres de commerce du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et le représentant de l'organisme.

À 10 h 34, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

#### Souveraineté La Solution Inc.

À 10 h 34, la Commission entend l'exposé de Souveraineté La Solution Inc.

S'ensuit un échange entre la Commission et le représentant de l'organisme.

À 10 h 57, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 8 minutes.

#### Barreau du Québec

À 10 h 58, la Commission entend l'exposé du Barreau du Québec.

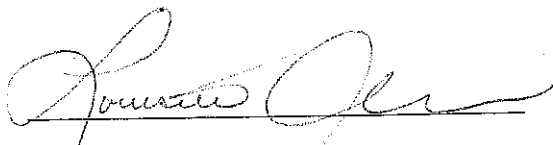
S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.



À 12 heures, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mardi 16 avril 2013, à 10 heures.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louissette Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 12 avril 2013

Treizième séance, le mardi 16 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Bergman (D'Arcy-McGee) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Breton (Sainte-Marie-Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Autres députées présentes :

M<sup>me</sup> Ménard (Laporte)

M<sup>me</sup> Richard (Îles-de-la-Madeleine), présidente de séance

Témoins (par ordre d'intervention) :

Conseil québécois du commerce de détail :

M. Léopold Turgeon, président-directeur général

M<sup>e</sup> Françoise Pâquet, directrice des relations

M<sup>e</sup> Lara Daniel

Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec :

M<sup>me</sup> Yasmina Chouakri, présidente

M<sup>me</sup> Claude Yvette Akoun, directrice de l'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec :

M. Daniel Boyer, secrétaire général

M<sup>me</sup> Louise Mercier, responsable politique du dossier en francisation

Centrale des syndicats démocratiques :

M. Serge Tremblay, trésorier et responsable du dossier de la langue française

Commission scolaire Riverside :

M<sup>me</sup> Moira Bell, présidente

M. Sylvain Racette, directeur général

M. Fernand Blais, président du comité exécutif

Chambre des notaires du Québec :

M<sup>e</sup> Jean Lambert, président

M<sup>e</sup> Alain Roy, docteur en droit, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes :

M. Stephan Reichhold, directeur

M<sup>me</sup> Florence Bourdeau, secrétaire, directrice du Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants

M. Darryl Barnabo, vice-président

M. José Maria Ramirez, coprésident, intervenant au Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et Saint-Henri

---

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 10 h 02, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

**AUDITIONS (suite)**Conseil québécois du commerce de détail

À 10 h 04, la Commission entend l'exposé du Conseil québécois du commerce de détail.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 11 heures, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec

À 11 heures, la Commission entend l'exposé du Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) remplace M<sup>me</sup> la présidente.

L'exposé se poursuit.

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) reprend ses fonctions à la présidence.

L'exposé se poursuit.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentantes de l'organisme.

À 11 h 51, la Commission suspend ses travaux jusqu'après les affaires courantes.

---

À 15 h 56, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M<sup>me</sup> Richard (Îles-de-la-Madeleine).

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec

À 15 h 57, la Commission entend l'exposé de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 38, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Centrale des syndicats démocratiques

À 16 h 38, la Commission entend l'exposé de la Centrale des syndicats démocratiques.

S'ensuit un échange entre la Commission et le représentant de l'organisme.

À 17 h 19, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Commission scolaire Riverside

À 17 h 19, la Commission entend l'exposé de la Commission scolaire Riverside.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

Il est convenu de permettre à M<sup>me</sup> Ménard (Laporte) de participer à la séance.

L'échange se poursuit.

À 17 h 57, la Commission suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30.

---

À 19 h 31, la Commission reprend ses travaux sous la présidence de M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse).

Chambre des notaires du Québec

À 19 h 31, la Commission entend l'exposé de la Chambre des notaires du Québec.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) dépose les documents cotés CCE-025 à CCE-028 (annexe V).

Il est convenu de permettre à M. Bergman (D'Arcy-McGee) de remplacer M. Sklavounos (Laurier-Dorion) pour le reste de la séance.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 20 h 22, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

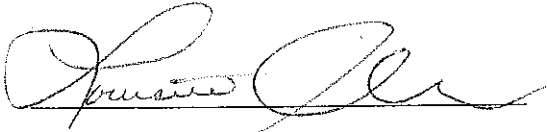
À 20 h 22, la Commission entend l'exposé de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

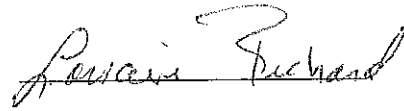
À 21 h 12, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au mercredi 17 avril 2013, à 15 heures.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 16 avril 2013

Quatorzième séance, le mercredi 17 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Claveau (Dubuc) en remplacement de M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M<sup>me</sup> de Santis (Bourassa-Sauvé) en remplacement de M. Sklavounos (Laurier-Dorion)

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Roy (Bonaventure)

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

Témoins (par ordre d'intervention) :

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse :

M. Gaétan Cousineau, président

M<sup>e</sup> Daniel Carpentier, directeur adjoint à la recherche

M<sup>e</sup> Claire Bernard, conseillère juridique

English-Language Arts Network :

M. Peter MacGibbon, président

M. Guy Rodgers, directeur général

Fédération des cégeps :

M. Jean Beauchesne, président-directeur général

M. Richard Filion, directeur général de Dawson Collège

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 15 h 06, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission des remplacements.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

#### Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

À 15 h 08, la Commission entend l'exposé de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 16 h 05, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

#### English-Language Arts Network

À 16 h 05, la Commission entend l'exposé de English-Language Arts Network.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse) remplace M<sup>me</sup> la présidente.

L'échange se poursuit.

À 16 h 43, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension, sous la présidence de M<sup>me</sup> Richard (Duplessis).



Fédération des cégeps

À 16 h 44, la Commission entend l'exposé de la Fédération des cégeps.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

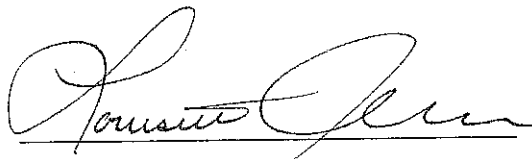
À 17 h 22, la Commission reprend ses travaux après une suspension de 23 minutes.

L'échange se poursuit.

À 18 h 02, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission ajourne ses travaux au jeudi 18 avril 2013, après les affaires courantes.

La secrétaire par intérim de la Commission,

La présidente de la Commission,



Louise Cameron



Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 17 avril 2013

Quinzième séance, le jeudi 18 avril 2013

Mandat : Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14 – Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives (Ordre de l'Assemblée le 7 décembre 2012)

Membres présents :

M<sup>me</sup> Richard (Duplessis), présidente

M<sup>me</sup> Vien (Bellechasse), vice-présidente

M. Breton (Sainte-Marie--Saint-Jacques)

M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie), ministre responsable de la Charte de la langue française

M. Kelley (Jacques-Cartier) en remplacement de M<sup>me</sup> Charbonneau (Mille-Îles)

M. Pelletier (Saint-Hyacinthe)

M. Roy (Bonaventure)

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), porte-parole du deuxième groupe d'opposition pour la Charte de la langue française

M. Tanguay (LaFontaine), porte-parole de l'opposition officielle pour la Charte de la langue française

Autre député présent :

M. Richer (Argenteuil)

Témoins (par ordre d'intervention) :

Municipalité régionale de comté d'Argenteuil :

M. Daniel Mayer, maire de la Ville de Lachute

M. Marc Carrière, directeur général et secrétaire-trésorier

M. Scott Pearce, maire du canton de Gore et préfet suppléant

Fédération des commissions scolaires du Québec :

M<sup>me</sup> Josée Bouchard, présidente

M<sup>me</sup> Pâquerette Gagnon, directrice générale

La Commission se réunit à la salle du Conseil législatif de l'hôtel du Parlement.

À 11 h 25, M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) déclare la séance ouverte.

### ORGANISATION DES TRAVAUX

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture du mandat de la Commission.

M<sup>me</sup> la secrétaire informe la Commission du remplacement.

M<sup>me</sup> la présidente donne lecture de l'ordre du jour (annexe I).

### AUDITIONS (suite)

#### Municipalité régionale de comté d'Argenteuil

À 11 h 27, la Commission entend l'exposé de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil.

Il est convenu de permettre à M. Richer (Argenteuil) de participer à la séance.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentants de l'organisme.

À 12 h 09, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

#### Fédération des commissions scolaires du Québec

À 12 h 10, la Commission entend l'exposé de la Fédération des commissions scolaires du Québec.

S'ensuit un échange entre la Commission et les représentantes de l'organisme.

À 12 h 46, la Commission reprend ses travaux après une brève suspension.

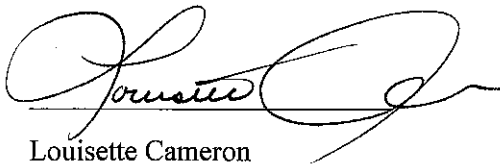
M<sup>me</sup> la présidente dépose les mémoires des personnes et organismes qui n'ont pas été entendus (annexe IV).

### REMARQUES FINALES

M<sup>me</sup> Roy (Montarville), M. Tanguay (LaFontaine), M<sup>me</sup> De Courcy (Crémazie) et M<sup>me</sup> Richard (Duplessis) font des remarques finales.

À 13 h 03, M<sup>me</sup> la présidente lève la séance et la Commission, ayant accompli son mandat, ajourne ses travaux au mardi 23 avril 2013, à 10 heures.

La secrétaire par intérim de la Commission,

A stylized, cursive signature in black ink, appearing to read 'Louise Cameron'.

Louisette Cameron

La présidente de la Commission,

A stylized, cursive signature in black ink, appearing to read 'Lorraine Richard'.

Lorraine Richard

LC/ag

Québec, le 18 avril 2013

## **ANNEXE I**

### **Ordres du jour**



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mardi 12 mars 2013

Salle Louis-Hippolyte-LaFontaine

### ORDRE DU JOUR

10 h 00 REMARQUES PRÉLIMINAIRES

10 h 15 SYNDICAT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE DU QUÉBEC  
(049M)

Représenté par : M<sup>me</sup> Lucie Martineau, présidente générale  
M<sup>me</sup> Joanne Prémont, adjointe à la présidence  
M. Jacques Beaumier, conseiller en recherche et en planification  
socio-économique  
M. Éric Lévesque, conseiller en communication

11 h 15 ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DE BANLIEUE (057M)

Représentée par : M. Philippe Roy, maire de la Ville de Mont-Royal  
M. Anthony Housefather, maire de la Ville de Côte St-Luc

12 h 15 *Suspension*

*Après les affaires  
courantes vers*

15 h 00 CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE (063M)

Représenté par : M. Robert Vézina, président  
M. Charles Gagnon, agent de recherche

16 h 00      ASSOCIATION DES MARCHANDS DÉPANNEURS ÉPICIERS DU QUÉBEC  
(001M)

Représentée par :    M.   Raymond Guillet, directeur régional  
                             M.   Odina Desrochers, consultant en affaires gouvernementales  
                             M.   Jack Huang, agent de francisation

17 h 00      SECTION NICOLAS-VIEL DE LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE  
MONTREAL (004M)

Représentée par :    M.   Jean Archambault, vice-président  
                             M<sup>me</sup> Marithée Rioux, conseillère  
                             M.   Daniel Vinet, membre

18 h 00      *Suspension*

19 h 30      CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC (034M)

Représenté par :    M.   Yves-Thomas Dorval, président  
                             M.   Guy-François Lamy, directeur des Affaires juridiques

20 h 30      ASSOCIATION DES TOWNSHIPPERS (006M)

Représentée par :    M.   Gerald Cutting, président  
                             M<sup>me</sup> Heather Bowman, présidente antérieure  
                             M.   James Kanner, trésorier  
                             M<sup>me</sup> Rachel Hunting, directrice générale

21 h 30      *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 7 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le jeudi 14 mars 2013

Salle Louis-Hippolyte-LaFontaine

### ORDRE DU JOUR

*Après les affaires  
courantes vers*

- |         |  |
|---------|--|
| 11 h 00 | M. MARTIN LAPERRIÈRE (002M)  |
| 11 h 40 | M. STEVEN GOLD (003M)  |
| 12 h 20 | M. ROBERT AUCLAIR (017M)   |
| 13 h 00 | <i>Suspension</i>  |
| 15 h 00 | MOUVEMENT NATIONAL DES QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS (005M)<br><br>Représenté par : M. Gilles Laporte, président<br>M. Gilles Grondin, directeur général  |
| 16 h 00 | COMMUNAUTÉ SOURDE DU QUÉBEC (008M)<br><br>Représentée par : M. Daniel Forgues, président de la Fondation des sourds du Québec<br>M. Dominique Lemay, président de la Société culturelle québécoise des sourds<br>M. Michel Lelièvre, linguiste et professeur à l'école Lucien Pagé |



17 h 00

OPTION NATIONALE (023M)

Représentée par : M. Jean-Martin Aussant, chef  
M. Pierre Curzi, ex-député de Borduas  
M<sup>me</sup> Catherine Dorion, membre du Conseil national  
M. Patrick Sabourin, démographe

18 h 00

*Ajournement*

LC/ag

Québec, le 11 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mardi 19 mars 2013

Salle Louis-Hippolyte-La Fontaine

### ORDRE DU JOUR

10 h 00 M. ÉRIC BARNABÉ (013M)

10 h 40 MM. JACQUES BOULIANNE ET MICHEL LEDUC (009M)

11 h 20 MM. GIULIANO D'ANDREA ET RICHARD SMITH (015M)  
(Visioconférence)

12 h 15 *Suspension*

*Après les affaires  
courantes vers*

15 h 00 FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ASSOCIATIONS FOYERS-ÉCOLES INC.  
(012M)

Représentée par : M<sup>me</sup> Liette Chamberland, présidente  
M<sup>me</sup> Rickhey Margolese, vice-présidente exécutive  
M<sup>me</sup> Patricia Willis, directrice  
M<sup>me</sup> Joyce Shanks, membre du comité des droits  
M<sup>me</sup> Carol Meindl, directrice exécutive

16 h 00 COMITÉ D'AIDE AUX FEMMES SOURDES DE QUÉBEC (014M)

Représenté par : M<sup>me</sup> Caroline Paquin, directrice  
M<sup>me</sup> France Rivard, coordonnatrice des activités  
M<sup>me</sup> Maritza Côté, intervenante  
M<sup>me</sup> Diane Demers, CODA, entendant de parents Sourds

17 h 00      ASSOCIATION MULTIETHNIQUE POUR L'INTÉGRATION DES PERSONNES  
HANDICAPÉES (020M)

Représentée par :    M<sup>me</sup> Teresa Peñafiel, directrice de la promotion

18 h 00      *Suspension*

19 h 30      COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-PEARSON (021M)

Représentée par :    M<sup>me</sup> Suanne Stein Day, présidente

                         M. Linton Garner, commissaire

                         M. Steven Colpitts, directeur des écoles

20 h 30      *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 18 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mercredi 20 mars 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

*Après les affaires  
courantes vers*

11 h 00

ASSOCIATION RÉGIONALE DES WEST QUEBECERS (011M)

Représentée par : M. Noel Gates, président

12 h 00

SYNDICALISTES ET PROGRESSISTES POUR UN QUÉBEC LIBRE (025M)

Représentés par : M. Marc Laviolette, président

M. Pierre Dubuc, secrétaire

M. Charles Castonguay, membre du conseil d'administration

13 h 00

*Suspension*

15 h 00

M. STEVEN THÉBERGE (062M)

15 h 40

M. CHARLES CAMPBELL (016M)

16 h 20

M. CHANTAL FORTIN (027M)

17 h 00

COMMISSION SCOLAIRE CENTRAL QUÉBEC (030M)

Représentée par : M. Stephen Burke, président

M. Jean Robert, vice-président

M<sup>me</sup> Marielle Stewart, directrice générale

18 h 00

*Ajournement*

LC/ag

Québec, le 19 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le vendredi 22 mars 2013

Salle Louis-Joseph-Papineau

### **ORDRE DU JOUR**

- 9 h 30      ASSOCIATION POUR LE SOUTIEN ET L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE  
(036M)
- Représentée par :    M.    Gaston Bernier, président  
                             M<sup>me</sup>   Pierrette Vachon-L'Heureux, retraitée de l'Office québécois de  
   la langue française  
                             M.    Jean-Guy Lavigne, retraité de l'Office québécois de la langue  
   française  
                             M.    Alain Bélanger, coopération internationale
- 10 h 30      MOUVEMENT LANAUDIÈRE FRANÇAIS ET SECTION PIERRE-LE-GARDEUR  
DE LA SOCIÉTÉ SAINT-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL (032M)
- Représenté par :    M.    Jean-Pierre Durand, Section Pierre-Le-Gardeur de la SSJB  
                             M.    Claude Richard, Section Pierre-Le-Gardeur de la SSJB  
                             M.    Claude J. Allard, Section Pierre-Le-Gardeur de la SSJB  
                             M.    François Barthe, Mouvement Lanaudière français
- 11 h 30      REGROUPEMENT DES ORGANISMES EN FRANCISATION DU QUÉBEC (019M)
- Représenté par :    M<sup>me</sup>   Anait Aleksanian, vice-présidente  
                             M<sup>me</sup>   Jenny Garzon, trésorière  
                             M.    Pablo Altamirano, secrétaire  
                             M.    Roger Leclerc, administrateur  
                             M<sup>me</sup>   Georgina Kokoun, coordonnatrice

12 h 30      *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 21 mars 2013

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mardi 26 mars 2013

Salle du Conseil législatif

**ORDRE DU JOUR**

10 h 00 M. MICHEL PAILLÉ (018M)

10 h 40 M. IRWIN RAPOPORT (029M)

11 h 20 *Suspension*

*Après les affaires  
courantes vers*

15 h 00 CONSEIL CANADIEN DU COMMERCE DE DÉTAIL (031M)

Représenté par : M<sup>me</sup> Nathalie St-Pierre, vice-présidente

M. Jean-Guy Côté, directeur, affaires publiques et relations  
gouvernementales

16 h 00 COMITÉ DES ENSEIGNANTS DE FRANÇAIS LANGUE SECONDE DES  
COLLÈGES DU QUÉBEC (039M)

Représenté par : M. Philippe Gagné, responsable

M<sup>me</sup> Colette Noël, coordonnatrice du département de français  
langue seconde, Collège Champlain Saint-Lambert

M. Alexandre Limoges, coordonnateur du département de français  
langue seconde, Cégep John-Abbott

17 h 00            MOUVEMENT MONTÉRÉGIE FRANÇAIS (040M)

Représenté par :    M<sup>me</sup> Luce Cloutier, présidente  
                         M. Pierre Pichette, secrétaire

18 h 00            *Suspension*

19 h 30            OPPOSITION DE LA VILLE DE LONGUEUIL (041M)

Représentée par :   M. Gilles Grégoire, chef  
                         M. Robert Myles, conseiller municipal  
                         M<sup>me</sup> Catherine Major, directrice

20 h 30            CENTRALE DES SYNDICATS DU QUÉBEC (056M)

Représentée par :   M<sup>me</sup> Louise Chabot, présidente  
                         M<sup>me</sup> Nicole de Sève, conseillère  
                         M. Gabriel Danis, conseiller

21 h 30            *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 25 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mercredi 27 mars 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

*Après les affaires  
courantes vers*

11 h 00

M. YVES G. DUMAS (038M)

11 h 40

M. COLIN STANDISH (047M)

Accompagné de : M<sup>c</sup> Brent Tyler

12 h 20

M. MICHEL PAGÉ (075M)

13 h 00

*Suspension*

15 h 00

FÉDÉRATION AUTONOME DE L'ENSEIGNEMENT (043M)

Représentée par : M. Pierre St-Germain, président

M. Sylvain Mallette, vice-président à la Vie professionnelle

M. Wilfried Cordeau, conseiller à la Vie politique

16 h 00

FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE (044M)

Représentée par : M<sup>me</sup> Martine Hébert, vice-présidente

M. François Vincent, analyste principal des politiques



17 h 00

COMITÉ CENTRAL DE PARENTS DE LA COMMISSION SCOLAIRE LESTER-B.-  
PEARSON (045M)

Représenté par : M. Domenic Pavone  
M. Mike Nalez  
M. Simo Kruyt

18 h 00

*Ajournement*

LC/ag

Québec, le 25 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le jeudi 28 mars 2013

Salle du Conseil législatif

### **ORDRE DU JOUR**

*Après les affaires  
courantes vers*

11 h 00

LA VOIX DES ANGLOPHONES DE QUÉBEC (046M)

Représentée par : M<sup>me</sup> Helen Walling, présidente  
M. Warren Thompson, vice-président  
M. Jean-Sébastien Jolin Gignac, directeur général

12 h 00

ASSOCIATION DES COMITÉS DE PARENTS ANGLOPHONES (050M)

Représentée par : M. Pierre Chouinard, président  
M. Raymond Ledoux, directeur  
M. Eric Dunn, trésorier

13 h 00

*Suspension*

15 h 00

ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS (052M)

Représenté par : M. Florent Francoeur, président-directeur général  
M<sup>me</sup> Justine Delisle, coordonnatrice recherche

16 h 00

ASSOCIATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES ANGLOPHONES DU QUÉBEC  
(055M)

Représentée par : M. David D'Aoust, président

M. Frank Verrillo, vice-président  
M. David Birnbaum, directeur général

17 h 00 M. GÉRALD LAROSE (024M)

17 h 40 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 27 mars 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mardi 9 avril 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

10 h 00 CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS NATIONAUX (059M)

Représentée par : M. Jacques Létourneau, président  
M. Michel Forget, adjoint au comité exécutif  
M<sup>me</sup> Isabelle Lacas, conseillère syndicale  
M<sup>me</sup> Julie Marquis, conseillère syndicale

11 h 00 IMPÉRATIF FRANÇAIS (042M)

Représenté par : M. Jean-Paul Perreault, président  
M<sup>me</sup> Monique Bisson, chercheuse

12 h 00 *Suspension*

*Après les affaires  
courantes vers*

15 h 00 MOUVEMENT QUÉBEC FRANÇAIS (060M)

Représenté par : M. Mario Beaulieu, président  
M<sup>e</sup> Éric Poirier, conseiller juridique

16 h 00 CHAMBRE DE COMMERCE GAIE DU QUÉBEC (061M)

Représentée par : M. Marc-Antoine Saumier, président  
M. Daniel St-Louis, directeur général par intérim et gestionnaire  
de la francisation d'entreprises

17 h 00

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE ANGLAISE (022M)

Représenté par : M. Hugo Shebbeare, porte-parole, administrateur de la base de données  
M<sup>me</sup> Ania Kwiatowsky, chef du Groupe pour l'Unité canadienne  
M<sup>me</sup> Antoinette Mercurio, droits des minorités linguistiques,  
Tourisme Calèche  
M<sup>me</sup> Renée Houde Edwards, droits des minorités linguistiques,  
Collège St-Joseph, Toronto  
M. Mark S. Bergeron, chef du Parti Égalité 2.0  
M. Colin Standish, conseiller juridique

18 h 00

*Ajournement*

LC/ag

Québec, le 8 avril 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mercredi 10 avril 2013

Salle du Conseil législatif

### **ORDRE DU JOUR**

*Après les affaires  
courantes vers*

11 h 00

MANUFACTURIERS ET EXPORTATEURS DU QUÉBEC (068M)

Représentés par : M. Simon Prévost, président

M<sup>ms</sup> Audrey Azoulay, directrice, affaires publiques et relations  
gouvernementales

12 h 00

*Suspension*

15 h 00

DROITS CANADIENS AU QUÉBEC (CRITIQ) (067M)

Représentés par : M<sup>e</sup> Dino Mazzone, conseiller municipal de la Ville de Montréal-  
Ouest

M. Robert Libman, membre du Comité exécutif

M. Beryl Wajzman, président, Institut des affaires publiques de  
Montréal

M<sup>e</sup> Richard Yufe

16 h 00

M. DOMINIQUE BEAULIEU (051M)

16 h 40 M. MICHEL SENÉCAL (066M)

Accompagné de : M<sup>me</sup> Marie-Claire Nivelon

M. Paul-André Thibert

M. Michel Pinard

17 h 20 M<sup>E</sup> JULIUS H. GREY (037M)

18 h 00 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 9 avril 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le jeudi 11 avril 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

*Après les affaires  
courantes vers*

11 h 20

M. JEAN-CLAUDE CORBEIL (084M)

12 h 00

QUEBEC COMMUNITY GROUPS NETWORK (069M)

Représenté par : M. Dan Lamoureux, président  
M<sup>me</sup> Sylvia Martin-Laforge, directrice générale  
M. Michael Bergman, membre du Justice Reference Group

13 h 00

*Suspension*

15 h 00

FRASER MILNER CASGRAIN (058M)

Représenté par : M<sup>e</sup> Michel Brunet, président

16 h 00

CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC (070M)

Représenté par : M. François Renaud, président  
M. Jean-François Thuot, directeur général  
M<sup>me</sup> Marie-Claude Simard, directrice des affaires juridiques



17 h 00 ALLIANCE QUÉBEC 2.0 (071M)

Représentée par : M. Ian Stone, président

18 h 00 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 9 avril 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le vendredi 12 avril 2013

Salle Louis-Joseph-Papineau

### ORDRE DU JOUR

*Après les affaires  
courantes vers*

9 h 30

SOUVERAINETÉ LA SOLUTION INC. (073M)

Représentée par : M. André Desnoyers, président

M. Jean-Luc Messier, vice-président et secrétaire trésorier

10 h 30

FÉDÉRATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU QUÉBEC (074M)

Représentée par : M. François-William Simard, directeur, stratégie et affaires  
économiques

11 h 30

BARREAU DU QUÉBEC (077M)

Représenté par : M<sup>e</sup> Louis Masson, bâtonnier sortant

M<sup>e</sup> Pierre Bosset, membre du Comité en droit de la personne

M<sup>e</sup> Flora Pearl Eliadis, membre du Comité en droit de la personne

M<sup>e</sup> Chantal Perreault, droit professionnel, Service de recherche et  
législation

M<sup>e</sup> Ana Victoria Aguerre, Service de recherche et législation,  
secrétaire du Comité en droit de la personne

12 h 30 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 11 avril 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mardi 16 avril 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

10 h 00 CONSEIL QUÉBÉCOIS DU COMMERCE DE DÉTAIL (076M)

Représenté par : M. Léopold Turgeon, président-directeur général  
M<sup>re</sup> Françoise Pâquet, directrice des relations  
M<sup>re</sup> Lara Daniel, avocate associée du cabinet Lapointe Rosenstein  
Marchand Melançon

11 h 00 RÉSEAU D'ACTION POUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES IMMIGRÉES ET  
RACISÉES DU QUÉBEC (072M)

Représenté par : M<sup>me</sup> Yasmina Chouakri, présidente  
M<sup>me</sup> Claude Yvette Akoun, directrice de l'Association des femmes  
immigrantes de l'Outaouais

12 h 00 *Suspension*

*Après les affaires  
courantes vers*

15 h 00 FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU QUÉBEC (078M)

Représentée par : M. Daniel Boyer, secrétaire général  
M<sup>me</sup> Louise Mercier, responsable politique du dossier en  
francisation  
M<sup>me</sup> Lola Lebrasseur, soutien technique  
M<sup>me</sup> Rima Chaaban, soutien technique  
M. Claude Maltais, conseiller syndical région de Québec

16 h 00 CENTRALE DES SYNDICATS DÉMOCRATIQUES (079M)

Représentée par : M. Serge Tremblay, trésorier et responsable du dossier de la langue française  
M. Normand Pépin, responsable du service de la recherche

17 h 00 COMMISSION SCOLAIRE RIVERSIDE (081M)

Représentée par : M<sup>me</sup> Moira Bell, présidente  
M. Sylvain Racette, directeur général  
M. Fernand Blais, président du comité exécutif

18 h 00 *Suspension*

19 h 30 CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC (082M)

Représentée par : M<sup>e</sup> Jean Lambert, président  
M<sup>e</sup> Alain Roy, docteur en droit, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal  
M<sup>e</sup> Sabina Watrobski, responsable du dossier

20 h 30 TABLE DE CONCERTATION DES ORGANISMES AU SERVICE DES PERSONNES RÉFUGIÉES ET IMMIGRANTES (083M)

Représentée par : M. Stephan Reichhold, directeur  
M<sup>me</sup> Florence Bourdeau, secrétaire, directrice du Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants  
M. Darryl Barnabo, vice-président  
M. José Maria Ramirez, coprésident, intervenant au Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et Saint-Henri

21 h 30 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 15 avril 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le mercredi 17 avril 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

15 h 00 COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA  
JEUNESSE (086M)

Représentée par : M. Gaétan Cousineau, président  
M<sup>e</sup> Daniel Carpentier, directeur adjoint à la recherche  
M<sup>e</sup> Claire Bernard, conseillère juridique

16 h 00 ENGLISH-LANGUAGE ARTS NETWORK (085M)

Représenté par : M. Peter MacGibbon, président  
M. Guy Rodgers, directeur général

17 h 00 FÉDÉRATION DES CÉGEPS (080M)

Représentée par : M. Jean Beauchesne, président-directeur général  
M. Richard Fillion, directeur général de Dawson Collège

18 h 00 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 15 avril 2013



## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Consultation générale et auditions publiques sur le projet de loi n° 14,  
Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne  
et d'autres dispositions législatives

Le jeudi 18 avril 2013

Salle du Conseil législatif

### ORDRE DU JOUR

*Après les affaires  
courantes vers*  
11 h 15

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ D ARGENTEUIL (087M)

Représentée par : M. Scott Pearce, maire du canton de Gore et préfet suppléant  
M. Daniel Mayer, maire de la Ville de Lachute  
M. Marc Carrière, directeur général et secrétaire-trésorier

11 h 50 FÉDÉRATION DES COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC (064M)

Représentée par : M<sup>me</sup> Josée Bouchard, présidente  
M<sup>me</sup> Pâquerette Gagnon, directrice générale  
M<sup>me</sup> Mélanie Fortier, conseillère  
M<sup>e</sup> Alain Guimont, conseiller

12 h 25 REMARQUES FINALES

13 h 00 *Ajournement*

LC/ag

Québec, le 17 avril 2013

## **ANNEXE II**

### **Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus**

## Liste des personnes et des organismes qui ont été entendus

Association des comités de parents anglophones	050M
Association des commissions scolaires anglophones du Québec	055M
Association des marchands dépanneurs et épiciers du Québec	001M
Association des municipalités de banlieue	057M
Association des Townshippers	006M
Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées	020M
Association pour le soutien et l'usage de la langue française	036M
Association régionale des West Quebecers	011M
Centrale des syndicats démocratiques	079M
Centrale des syndicats du Québec	056M
Chambre de commerce gaie du Québec	061M
Chambre des notaires du Québec	082M
Fortin, Chantal	027M
Campbell, Charles	016M
Standish, Colin	047M
Comité central de parents de la Commission scolaire Lester B. Pearson	045M
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec	014M
Comité des enseignants de français langue seconde des collèges du Québec	039M
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	086M
Commission scolaire Central Québec	030M
Commission scolaire Lester-B.-Pearson	021M
Commission scolaire Riverside	081M
Communauté sourde du Québec	008M
Confédération des syndicats nationaux	059M



Conseil canadien du commerce de détail	031M
Conseil du patronat du Québec	034M
Conseil interprofessionnel du Québec	070M
Conseil supérieur de la langue française	063M
Beaulieu, Dominique	051M
Droits canadiens au Québec (CRITIQ)	067M
English Language Arts Network	085M
Barnabé, Eric	013M
Fédération autonome de l'enseignement	043M
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante	044M
Fédération des cégeps	080M
Fédération des commissions scolaires du Québec	064M
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	078M
Fédération québécoise des Associations Foyers-Écoles Inc.	012M
Fraser Milner Casgrain	058M
D'Andrea Giuliano et Smith Richard	015M
Impératif français	042M
Rapoport, Irwin	029M
Boulianne, Jacques et Leduc, Michel	009M
Corbeil, Jean-Claude	084M
Grey, Julius H.	037M
Larose, Gérald	024M
La Voix des Anglophones de Québec	046M
Manufacturiers et exportateurs du Québec	068M
Laperrière, Martin	002M
Pagé, Michel	075M

Paillé, Michel	018M
Senécal, Michel	066M
Mouvement Lanaudière français et Section Pierre-Le-Gardeur de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	032M
Mouvement Montérégie français	040M
Mouvement national des Québécoises et Québécois	005M
Mouvement Québec français	060M
Municipalité régionale de comté d Argenteuil	087M
Section Nicolas-Viel de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal	004M
Office québécois de la langue anglaise	022M
Opposition de la Ville de Longueuil	041M
Option nationale	023M
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	052M
Quebec Community Groups Network	069M
Regroupement des organismes en francisation du Québec	019M
Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec	072M
Auclair, Robert	017M
Souveraineté La Solution inc.	073M
Gold, Steven	003M
Théberge, Steven	062M
Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre	025M
Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec	049M
Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes	083M
Dumas, Yves G.	038M

### **ANNEXE III**

**Liste des personnes qui ont été entendues  
et qui ont fait une demande d'intervention sans mémoire**

Liste des personnes qui ont été entendues et  
qui ont fait une demande d'intervention sans mémoire

Aucune personne n'a été entendue dans le cadre des interventions sans mémoire.

## **ANNEXE IV**

**Liste des mémoires des personnes et des organismes  
qui n'ont pas été entendus**

Liste des mémoires des personnes et des organismes qui n'ont pas été entendus

Alliance Quebec 2.0	071M
Association des restaurateurs du Québec	065M
Conseil des chaînes de restaurants du Québec	048M
Culture Montréal	033M
Mouvement Québec français des Laurentides	035M
Société nationale des Québécois et Québécoises de la capitale	054M
Société nationale des Québécoises et Québécois, région des Laurentides	007M
Kondaks, Tony	026M
Union des municipalités du Québec	053M
Chartrand, Yves	028M

## **ANNEXE V**

### **Liste des documents déposés**

## Liste des documents déposés

- |  |         |
|--|---------|
| Thibaudin, Henri, Vaillancourt, François. <i>Analyse des impacts économiques du Projet de loi no 14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives</i> . Non daté. 23 p. Déposé le 12 mars 2013. | CCE-017 |
| Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. <i>Impact du projet de loi 14 sur l'exemption accordée aux membres des Forces canadiennes – Mise au point</i> . Non daté. 3 f. Déposé le 20 mars 2013.  | CCE-018 |
| Paillé, Michel. <i>L'Action nationale – Un examen critique - Vitalité du français et de l'anglais au Québec</i> . Octobre 2011. p. 36 à 45. Déposé le 26 mars 2013.  | CCE-019 |
| Paillé, Michel. <i>L'Action nationale - Deux faces cachées de la vitalité du français et de l'anglais au Québec</i> . Décembre 2012. p. 38 à 49. Déposé le 26 mars 2013.   | CCE-020 |
| Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. <i>La francisation des entreprises de 26 à 49 employés – information complémentaire</i> . 26 mars 2013. 4 f. Déposé le 26 mars 2013.  | CCE-021 |
| Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. <i>Historique des COFI et offre de service actuelle en francisation</i> . Non daté. 1 f. Déposé le 27 mars 2013.  | CCE-022 |
| Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. <i>Lois comportant le pouvoir de désigner un enquêteur investi des pouvoirs et immunité d'un commissaire nommé en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête</i> . Non daté. 2 p. Déposé le 27 mars 2013.                  | CCE-023 |
| Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles. <i>Articles se référant à la Loi sur les commissions d'enquête et l'année d'adoption de cette référence</i> . Non daté. 11 p. Déposé le 27 mars 2013.   | CCE-024 |
| Auteur inconnu. <i>Rédaction – Activité de formation portant sur la Rédaction des documents juridiques</i> . Non daté. Non paginé. Déposé le 16 avril 2013.  | CCE-025 |
| Chambre des huissiers de justice du Québec. [Lettre du président de la Chambre des huissiers de justice du Québec au président de la Chambre des notaires du Québec]. 2 avril 2013. 1 f. Déposé le 16 avril 2013.  | CCE-026 |
| Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec. [Lettre de la présidente de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec au président de la Chambre des notaires du Québec]. 10 avril 2013. 1 f. Déposé le 16 avril 2013.  | CCE-027 |
| Chambre des huissiers de justice du Québec. [Lettre de la présidente de l'Ordre des pharmaciens du Québec au président de la Chambre des notaires du Québec]. 15 avril 2013. 1 f. Déposé le 16 avril 2013.   | CCE-028 |



## **ANNEXE VI**

### **Résultats de la consultation en ligne**



ASSEMBLÉE NATIONALE  
QUÉBEC

*Place aux citoyens*

## COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

*Compilation des réponses à la consultation en ligne sur le projet de loi  
n°14, Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits  
et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives*

Service de la recherche  
Direction de la Bibliothèque

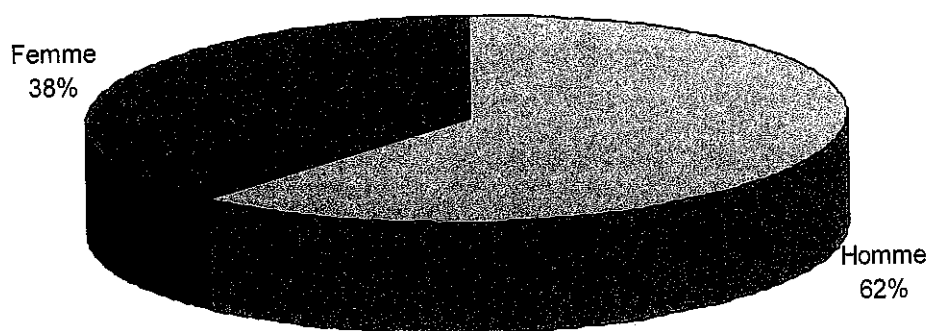
Québec  
Avril 2013



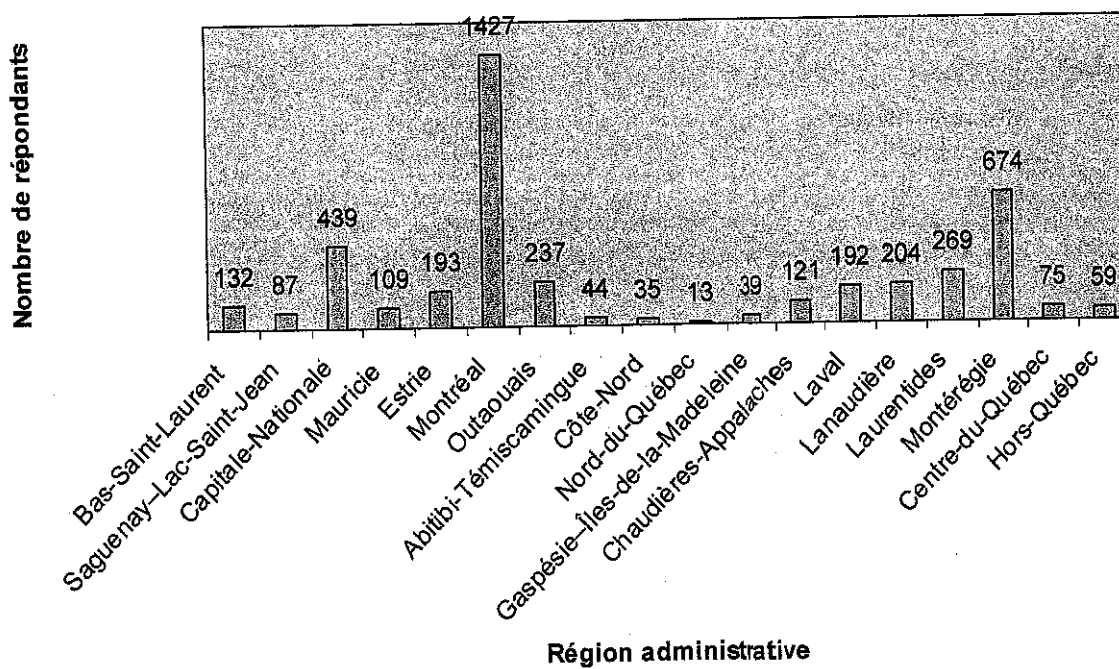
**SERVICE DE LA RECHERCHE**  
Bibliothèque de l'Assemblée nationale

[assnat.qc.ca](http://assnat.qc.ca)

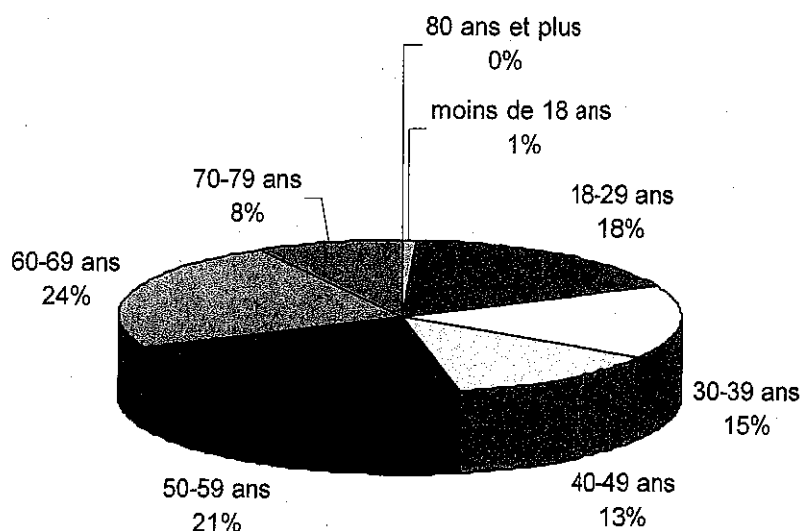
### Répartition des répondants selon le sexe



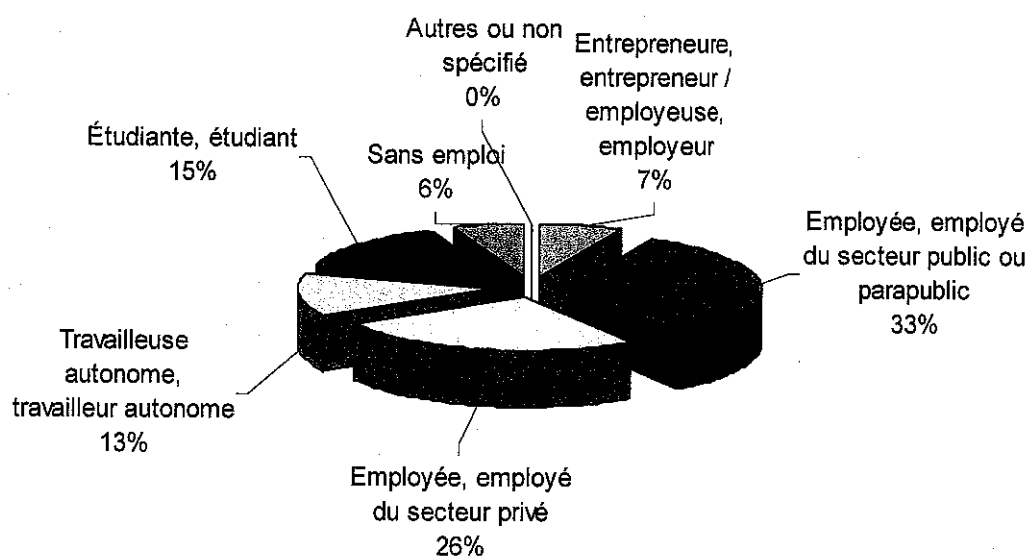
### Répartition des répondants selon la région administrative



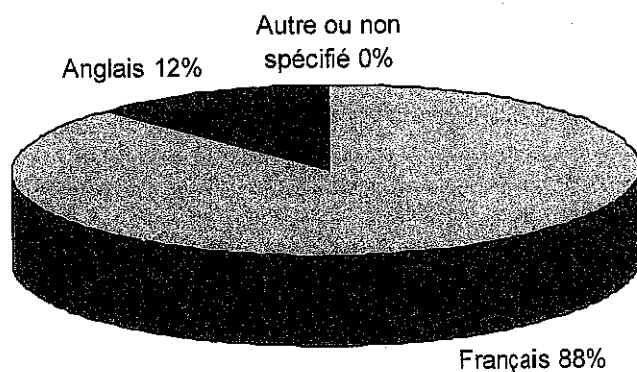
### Répartition des répondants selon le groupe d'âge



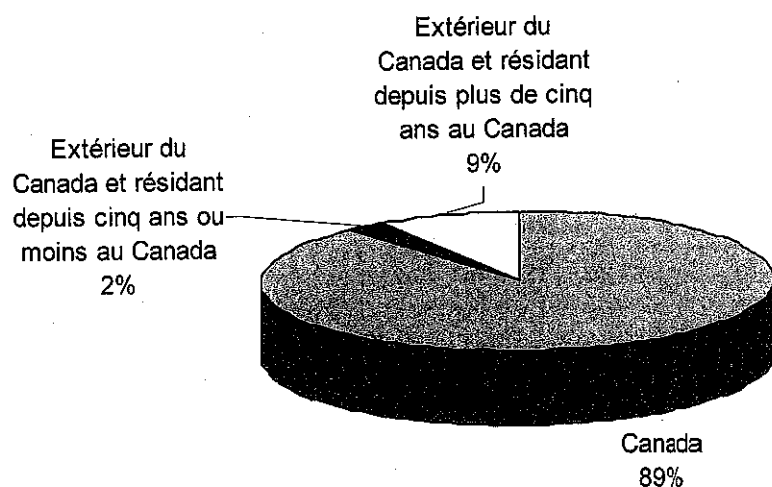
### Répartition des répondants selon la principale situation professionnelle

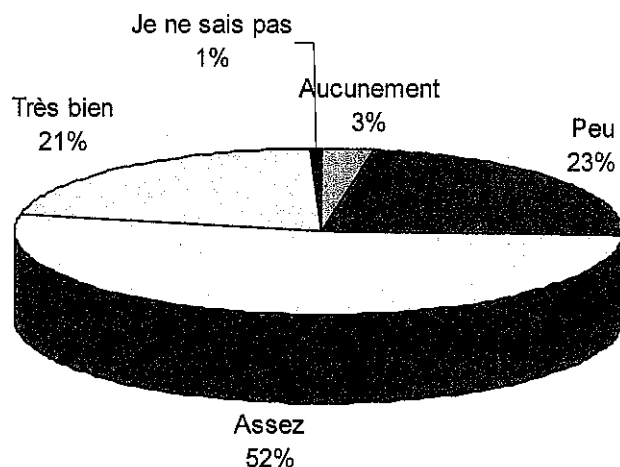
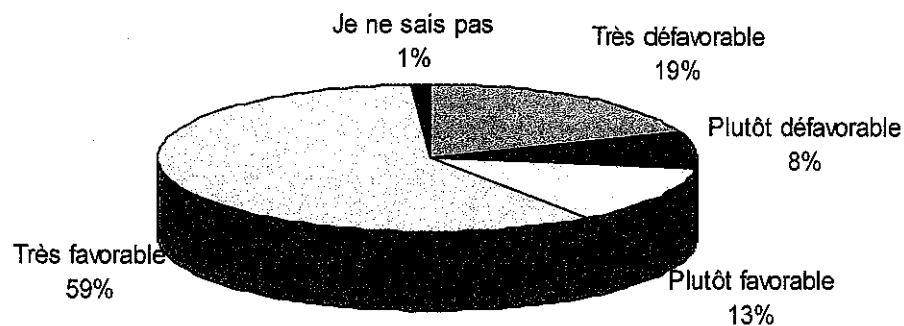


### Répartition des répondants selon la langue parlée à la maison

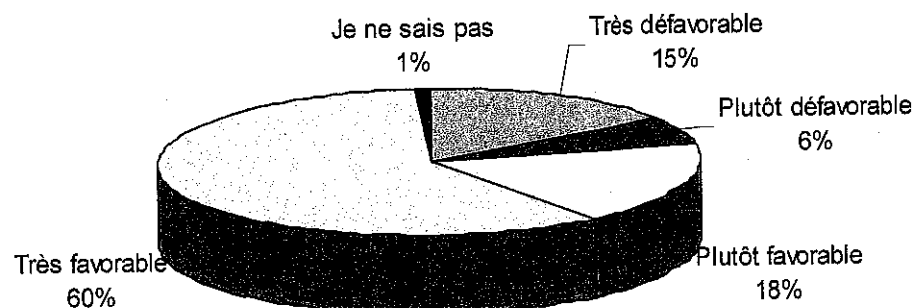


### Répartition des répondants selon le pays de naissance

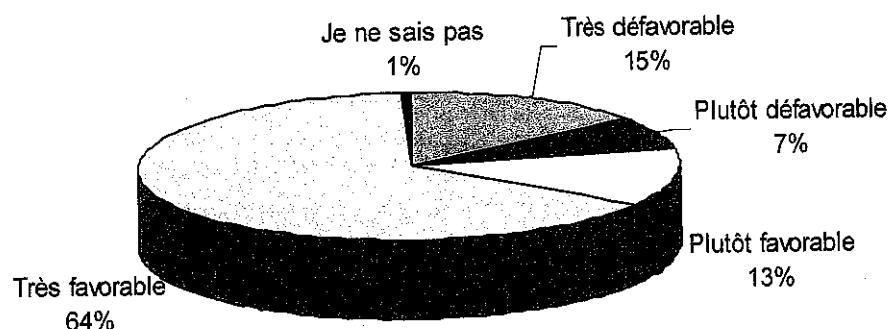


**Question 1 - À quel degré estimez-vous connaître la Charte de la langue française actuellement en vigueur?****Question 2 - À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable au principe d'inscrire dans la Charte québécoise des droits et libertés le droit de vivre et de travailler en français au Québec?**

**Question 3 - Le projet de loi 14 propose également d'inscrire dans la Charte des droits et libertés que « toute personne qui s'établit au Québec a le droit d'apprendre le français et de bénéficier de mesures raisonnables d'accueil et d'intégration à la vie québécoise. » À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à l'inscription de cet énoncé dans la Charte des droits et libertés du Québec?**

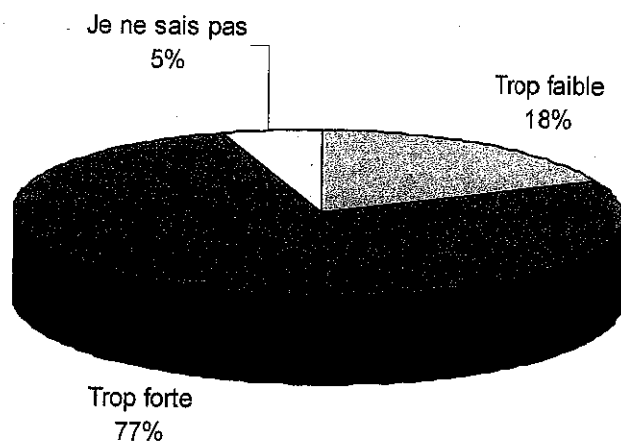


**Question 4 - La Charte de la langue française prévoit déjà que le consommateur a le droit d'être informé et servi en français. Le projet de loi 14 propose que les entreprises employant 26 personnes ou plus devront assurer la présence de personnes en mesure d'offrir aux consommateurs une information et un service de qualité en français. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**

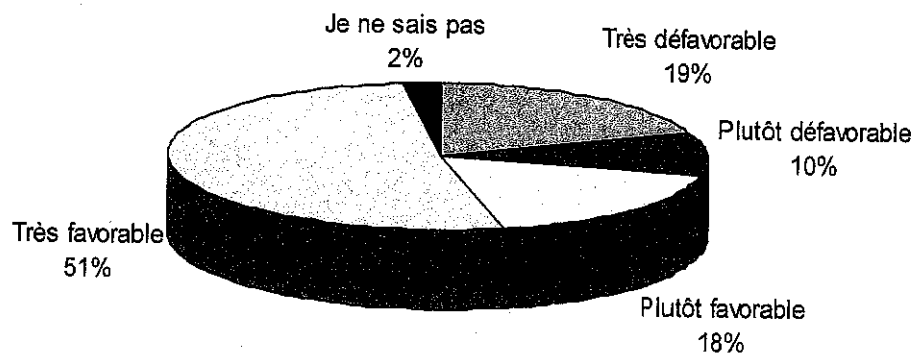


**Question 4a - Pourquoi êtes-vous très ou plutôt défavorable à cette modification?**

**Selon moi, cette modification a une portée...**



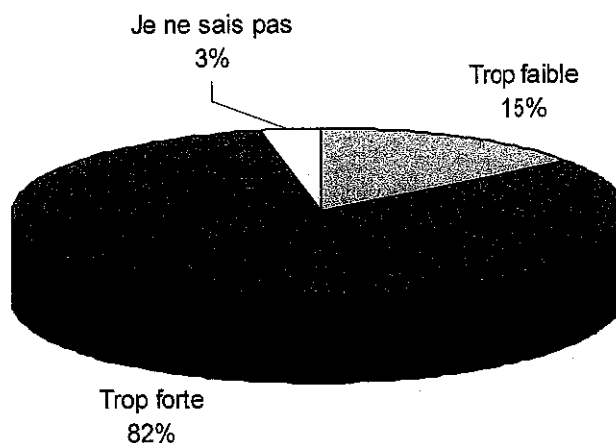
**Question 5 - Pour s'assurer que le français soit la langue de travail habituelle, le projet de loi 14 exige des entreprises de 26 à 49 employés qu'elles vérifient leur mode de fonctionnement et qu'elles adoptent, au besoin, les correctifs appropriés et les diffusent auprès des employés. L'approche diffère de celle déjà en place pour les entreprises de 50 employés et plus pour lesquelles une certification par l'Office québécois de la langue française est requise. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**



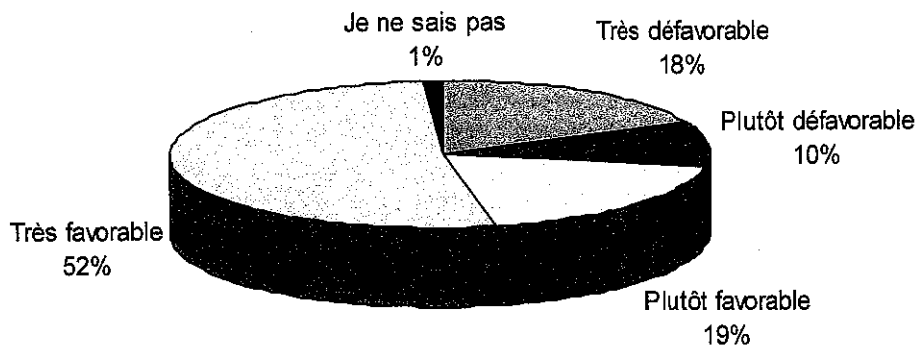


**Question 5a - Pourquoi êtes-vous très ou plutôt défavorable à cette modification?**

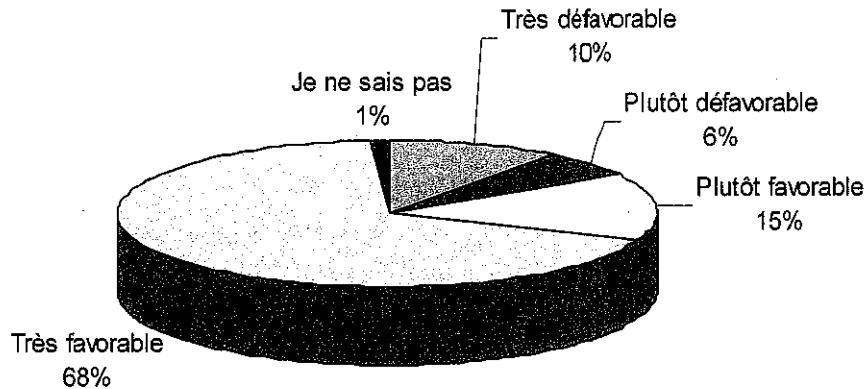
**Selon moi, cette modification a une portée...**



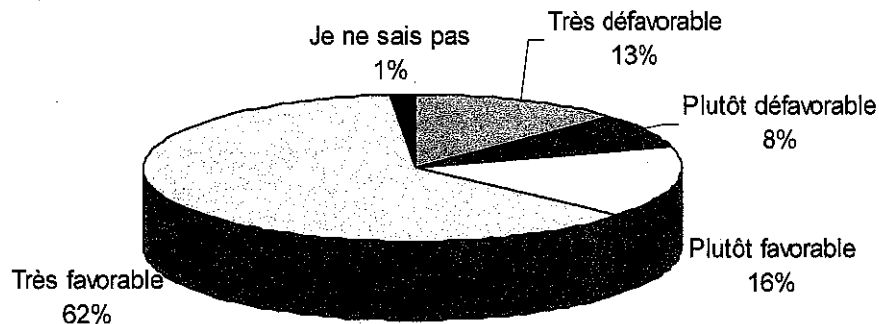
**Question 6 - Le projet de loi prévoit que tous les employeurs devront évaluer rigoureusement et périodiquement les besoins linguistiques réels d'un poste avant d'exiger la connaissance d'une autre langue que le français pour occuper ce poste. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**



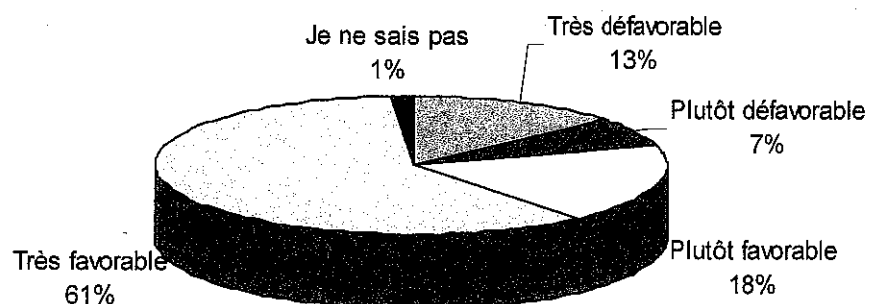
**Question 7 - Le projet de loi prévoit que tous les employeurs devront prendre les mesures raisonnables pour prévenir ou faire cesser la discrimination ou le harcèlement à l'égard d'une travailleuse ou d'un travailleur qui exerce son droit de travailler en français. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**



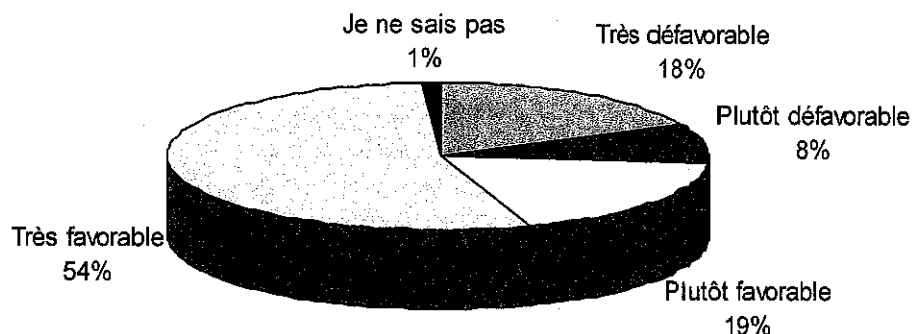
**Question 8 - Le projet de loi prévoit qu'une travailleuse ou un travailleur qui n'est pas régi par une convention ou une entente collective de travail, et qui s'estime lésé dans son droit de travailler en français, pourra obtenir le soutien de la Commission des normes du travail. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**



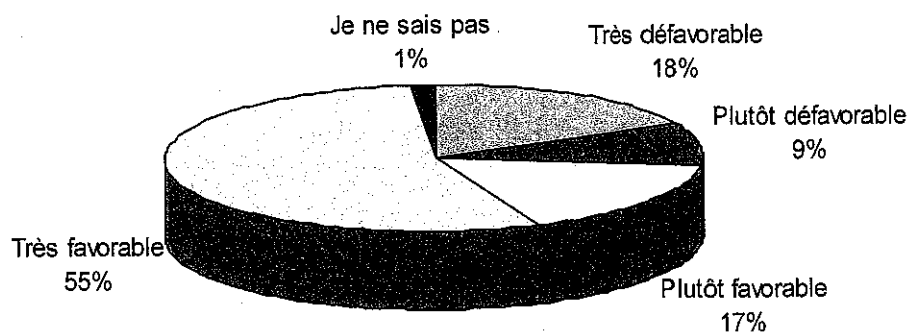
**Question 9 - Le projet de loi 14 prévoit d'évaluer, au moins tous les cinq ans, et de réviser au besoin, la formation offerte aux élèves du préscolaire au collégial, tant par les établissements d'enseignement francophones qu'anglophones, pour assurer l'acquisition de compétences élevées en français. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**



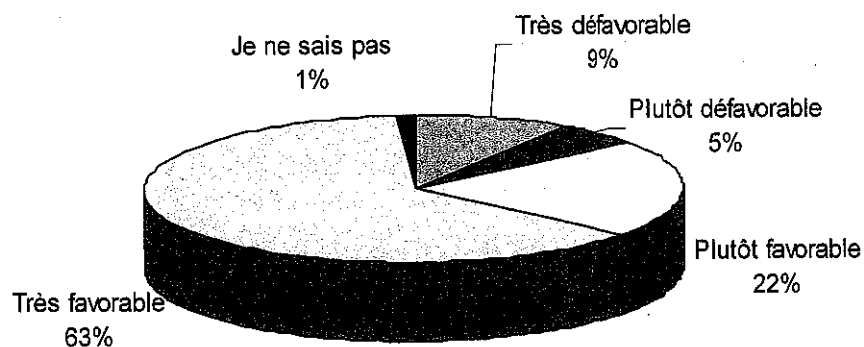
**Question 10a - À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable au rehaussement du niveau de français exigé pour obtenir un diplôme au niveau collégial?**



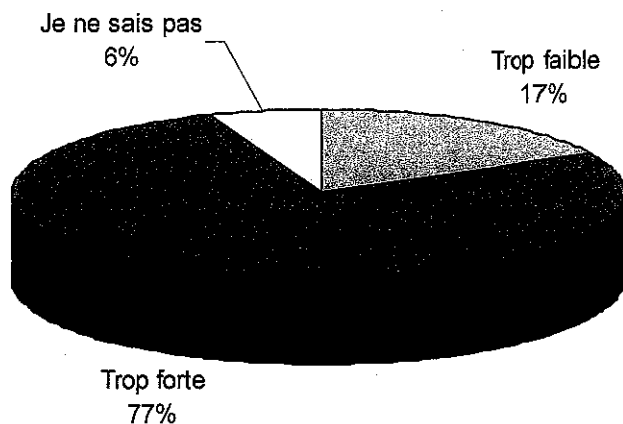
**Question 10b - À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable au rehaussement du niveau de français exigé pour exercer une profession réglementée au Québec?**



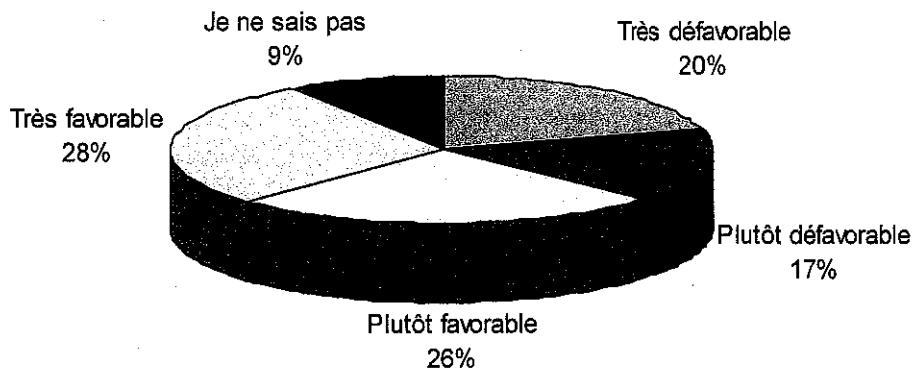
**Question 11 - À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable au fait que le programme des services éducatifs à l'enfance comporte des activités ayant pour but d'amener progressivement l'enfant à se familiariser avec la langue française?**



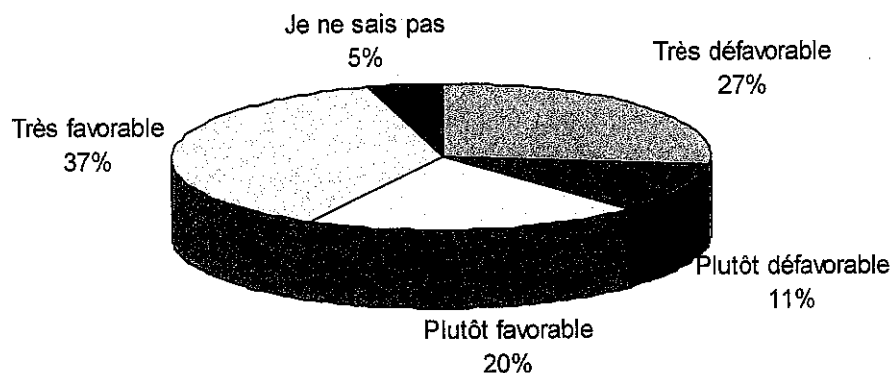
**Question 11a - Pourquoi êtes-vous très ou plutôt défavorable à cette modification? Selon moi, cette modification a une portée...**



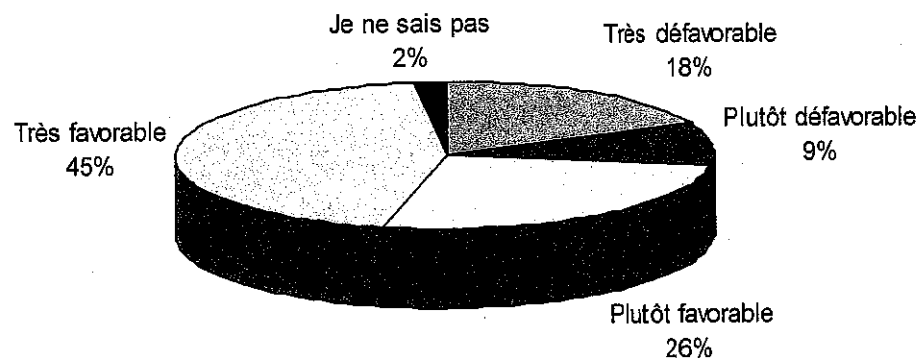
**Question 12 - Le projet de loi 14 propose que les collèges anglophones puissent, lorsque leur capacité d'accueil est limitée, établir des critères de sélection qui accordent une priorité d'admission aux étudiantes et étudiants de langue anglaise. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable à cette modification?**



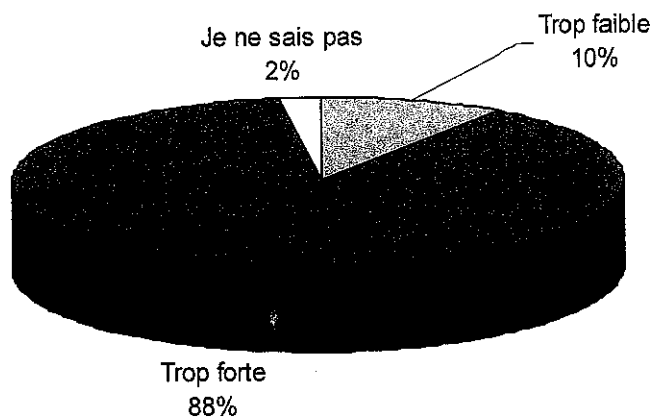
**Question 13 - Une municipalité dont la population est majoritairement de langue maternelle anglaise peut être reconnue bilingue. Actuellement, la Charte de la langue française prévoit que ce statut ne peut être révoqué qu'à la demande de la municipalité. À quel degré êtes-vous favorable ou défavorable au fait que le gouvernement puisse, lorsque la population de langue maternelle anglaise est inférieure à 50 %, retirer ce statut, après avoir pris en compte un ensemble de circonstances□?**



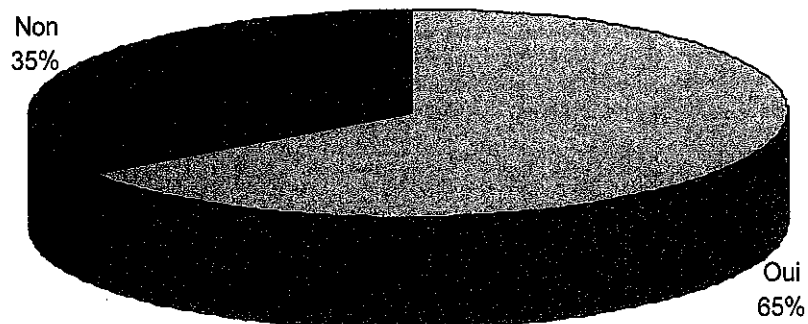
**Question 14 - Quelle est votre opinion générale sur l'ensemble du projet de loi 14?**



**Question 14a- Pourquoi êtes-vous très ou plutôt défavorable au projet de loi 14? Selon moi, l'ensemble du projet a une portée**



**Question 15 - Avez-vous pris connaissance d'un ou de plusieurs documents concernant le projet de loi 14 mis en ligne dans le site de l'Assemblée nationale?**



# LOI MODIFIANT LA CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE, LA CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES

## VIVRE ET TRAVAILLER EN FRANÇAIS

### DROIT DE TRAVAILLER EN FRANÇAIS

- La connaissance d'une autre langue que le français peut être exigée d'un travailleur, dans l'exercice de ses fonctions, uniquement si l'accomplissement de la tâche le nécessite.
- L'employeur doit évaluer les besoins linguistiques associés à un poste avant d'exiger, pour ce poste, la connaissance d'une autre langue que le français.
- L'employeur comptant plus de dix travailleurs à son emploi, affiche, sur les lieux de travail, les droits du travailleur en matière d'usage du français au travail.
- Les travailleurs non syndiqués qui revendiquent le respect de leur droit de travailler en français pourront être accompagnés dans leur démarche par la Commission des normes du travail.
- Les entreprises de 26 à 49 employés doivent faire l'examen de leur mode de fonctionnement pour s'assurer que le français est la langue normale et habituelle de travail.
- À la suite de cet examen, elles doivent mettre en place, le cas échéant, les mesures requises. Ces mesures peuvent notamment porter sur l'utilisation du français dans les réunions et les communications internes, sur la politique de mutation et de promotion, sur la formation offerte aux employés pour la mise en œuvre des changements apportés par l'entreprise à ses outils de travail.
- Les comités sectoriels de main-d'œuvre (ou tout organisme similaire) soutiennent les entreprises en élaborant des mesures types de francisation.

### DROIT DE VIVRE EN FRANÇAIS (CHARTRE DES DROITS ET LIBERTÉS)

- Toute personne a le droit de vivre et de travailler en français.
- Toute personne qui s'établit au Québec a le droit d'apprendre le français et de bénéficier de mesures d'accueil et d'intégration.



---

## LANGUE DE L'ENSEIGNEMENT

---

- Toute personne qui étudie en anglais a le droit de recevoir un enseignement du français qui lui permet d'interagir en français, de s'épanouir au sein de la société québécoise et de participer à son développement.
- L'enseignement du français est enrichi, du préscolaire au collégial, tant au secteur francophone qu'anglophone.
- La délivrance du diplôme d'études secondaires et du diplôme d'études collégiales est conditionnelle à la réussite des cours de français établis par les ministres responsables de l'éducation et de l'enseignement supérieur.
- Une épreuve uniforme de français fait foi des résultats obtenus.
- La politique linguistique des collèges anglophones traite des critères et priorités qui peuvent être établis pour la sélection d'étudiantes et étudiants anglophones.
- Au primaire et au secondaire, les parcours de scolarisation illégaux ou basés sur des stratagèmes ne peuvent rendre un enfant admissible à l'école anglaise.
- Les critères d'admissibilité à l'école anglaise sont resserrés pour les descendants de parents qui ont étudié en français mais qui auraient pu être déclarés admissibles à l'enseignement en anglais.
- Le programme éducatif des services de garde permet aux enfants de se familiariser progressivement avec la langue française.
- Les exigences linguistiques menant à la délivrance d'un permis par un ordre professionnel sont rehaussées.

---

## LANGUE DE L'ADMINISTRATION

---

- Le gouvernement, ses ministères, les organismes gouvernementaux, municipaux et scolaires ainsi que les établissements de santé et de services sociaux, s'obligent à l'exemplarité :
  - ✓ en faisant du français la langue normale et habituelle de leurs communications;
  - ✓ en veillant à promouvoir la possibilité, pour tous ceux qui le désirent, de vivre en français;
  - ✓ en faisant du français la langue d'usage public.
- Le gouvernement peut exiger des municipalités qu'elles adoptent une politique linguistique, marquant le fait que le français est la langue officielle, la langue d'usage public et un instrument essentiel de cohésion sociale.
- Le gouvernement pourra retirer à une municipalité son statut bilingue (statut « reconnu ») lorsque les exigences et les conditions liées à ce statut n'en justifieront plus son maintien.

---

## LANGUE DU COMMERCE

---

- Les commerces respectent le droit du consommateur d'être informé et servi en français, en prenant toutes les mesures nécessaires (personnel suffisant, documentation en français) pour respecter ce droit.

---

## IMMIGRATION

- L'immigration contribue à la vitalité du français, langue officielle du Québec. Elle doit aussi favoriser la francisation et l'intégration économique, sociale et culturelle des personnes immigrantes, considérant qu'il s'agit de responsabilités partagées entre la personne immigrante et la société d'accueil.
- Le gouvernement sélectionne des personnes immigrantes ayant les caractéristiques pour s'intégrer avec succès au Québec, notamment par leur connaissance du français.
- Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles mettra en application une nouvelle pondération de la grille de sélection des travailleuses et travailleurs qualifiés qui valorisera davantage une connaissance approfondie du français.
- La ministre responsable de l'immigration établit une programmation annuelle de l'offre de service gouvernementale en matière de francisation destinée aux personnes immigrantes, et elle en rend compte annuellement.

---

## INTÉGRATION

- Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles souhaite élargir l'accessibilité au Service d'intégration en ligne (SIEL) pour mieux sensibiliser les candidates et candidats sélectionnés aux valeurs communes du Québec et aux caractéristiques du marché du travail. Le SIEL propose aussi, aux personnes immigrantes, un plan d'action personnalisé, afin qu'elles entreprennent rapidement leurs démarches d'intégration.
- Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et les organismes communautaires qui leur sont associés mettront en place un continuum de services pour simplifier et mieux soutenir les démarches d'intégration des personnes immigrantes. Ce continuum de services donnera accès à une offre de service globale, sans chevauchements ou ruptures, tout en clarifiant les rôles complémentaires de chacun des intervenants des ministères concernés.

---

## RÉGIONALISATION

- Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles mettra en œuvre une approche concertée et cohérente avec ses partenaires ministériels, régionaux et locaux, afin de promouvoir, auprès des personnes immigrantes, le potentiel d'intégration des régions, hors de la région métropolitaine de Montréal, et l'apport des travailleuses et travailleurs immigrants auprès des entreprises de ces régions.

# AN ACT TO AMEND THE CHARTER OF THE FRENCH LANGUAGE, THE CHARTER OF HUMAN RIGHTS AND FREEDOMS AND OTHER LEGISLATIVE PROVISIONS

## LIVING AND WORKING IN FRENCH

### THE RIGHT TO WORK IN FRENCH

- The knowledge of a language other than French may be required of a worker only if the worker's duties require such knowledge.
- Before requiring knowledge of a language other than French for a position, the employer must evaluate the linguistic needs relating to that position.
- An employer with more than 10 employees must display in the workplace the worker's rights with respect to the use of French at work.
- The Commission des normes du travail may assist non-unionized workers who assert their right to work in French.
- Enterprises with between 26 and 49 employees must examine their mode of operation to ensure that French is the normal and everyday language of work.
- Following this review, an enterprise must implement any required measures which may pertain to the use of French in meetings and internal communications, the transfer and promotion policy, and the training offered to employees to implement changes that it makes to its work tools.
- Sectoral manpower committees or any similar organization will support enterprises by developing model francization measures.

### THE RIGHT TO LIVE IN FRENCH (CHARTER OF HUMAN RIGHTS AND FREEDOM)

- Every person has the right to live and work in French.
- Every person who settles in Québec has the right to learn French and to benefit from measures to welcome immigrants and facilitate their integration.

---

## THE LANGUAGE OF INSTRUCTION

---

- Every person studying in English has the right to receive French instruction that enables the person to interact and flourish in Québec society, and participate in its development.
- The teaching of French will be enriched from the preschool to CEGEP level in both the French-speaking and English-speaking sectors.
- The issuing of a Québec Secondary School Diploma or a Diploma of Collegial Studies will be subject to the successful completion of the French courses prescribed by the ministers responsible for education and higher education.
- A uniform French exam will confirm the results obtained.
- The language policies of English-speaking CEGEPs may establish criteria and priorities for the selection of English-speaking students.
- In elementary and secondary schools, illegal educational paths or educational paths based on stratagems will not make a child eligible for English-language instruction.
- The eligibility criteria in respect of English-language schools are restricted for descendants of parents who studied in French but could have been declared eligible for instruction in English.
- Educational childcare programs will enable children to familiarize themselves gradually with the French language.
- The language requirements for the issuing of a permit by a professional corporation have been raised.

---

## THE LANGUAGE OF THE CIVIL ADMINISTRATION

---

- The government, government departments, government, municipal and school bodies, and health and social services institutions will commit themselves to setting an example by:
  - ✓ making French the normal and everyday language of their communications;
  - ✓ making sure that is possible for anyone who so desires to live in French;
  - ✓ making French the language used in the public sphere.
- The government may demand of municipalities that they adopt a language policy to emphasize that French is the official language, the language used in the public sphere and an essential instrument for social cohesion.
- The government may withdraw from a municipality its recognized bilingual status when it no longer fulfils the requirements for that status.

---

## THE LANGUAGE OF BUSINESS

---

- Entreprises must take all of the necessary steps (sufficient staff, documentation in French) to ensure that the consumer's right to be informed and served in French is respected.

---

## IMMIGRATION

---

- Immigration is contributing to the vitality of French, the official language of Québec. It must also foster the francization and economic, social and cultural integration of immigrants, bearing in mind these are responsibilities that are shared by the immigrant and the host society.
- The government is to select immigrants with characteristics suited to their successful integration into Québec, in particular through their knowledge of French.
- The Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles will introduce a new weighting of the selection grid for skilled workers that will place greater value on a thorough knowledge of French.
- The minister responsible for immigration will establish an annual program of government francization services geared to immigrants, and will report each year on it.

---

## INTEGRATION

---

- The Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles wishes to widen access to the Service d'intégration en ligne (SIEL) to enhance the awareness of the applicants selected of Québec's common values and the characteristics of the labour market. The SIEL will also be proposing a tailor-made action plan to immigrants to enable them to promptly begin their integration.
- The Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, the Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale and the community agencies associated with them will implement a service continuum to simplify and better support immigrants in their efforts to integrate. The service continuum will give access to a comprehensive service offer without overlapping or interruptions while clarifying the complementary roles of the different players in the government departments concerned.

---

## REGIONALIZATION

---

- The Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles will implement a concerted, coherent approach with its departmental, regional and local partners to promote among immigrants the potential that regions outside the Greater Montréal area have with respect to the integration of newcomers, and the contribution that immigrants may make to businesses in the regions.

- Original version in French -